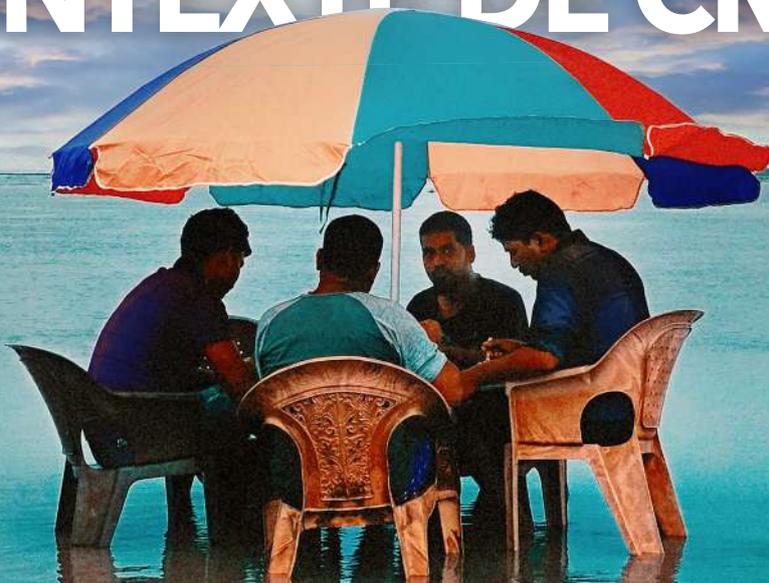


CENTRAIDER

coopération internationale et solidarité

DOSSIER

COOPÉRER EN CONTEXTE DE CRISE



PIERRE MICHELETTI
La constellation
humanitaire
face aux crises

INFOGRAPHIE
Coopérer
en contexte de crise

TÉMOIGNAGES
en Centre-Val de Loire



juin 2023

52

SOMMAIRE



Coopérer en
contexte de crise

Dossier

P.10



Pierre Micheletti :
La constellation
humanitaire face
au crise

Entretien

P.16



Coopérer en
contexte de crise

Infographie

P.26



TÉMOIGNAGES
en Centre-Val de Loire

P.28

REVUE DU RÉSEAU N°52 - COOPÉRER EN CONTEXTE DE CRISE

Comité de rédaction Centraider, Lianes Coopération, Gescod, Pays de la Loire Coopération Internationale, So Coopération, Réseau Bretagne Solidaire, Territoires Solidaires, Yvelines Coopération internationale et développement • **Contributeurs** Ville de Cloyes-Les-Trois-Rivières, Simoné Giovetti - Cités Unies France, Karib Horizons, Lianes Coopération, Boris Martin, Pierre Micheletti, Association Pharmacie Humanitaire internationale Berry, Association Solidarité citoyenne franco-ukrainienne, Région Centre-Val de Loire, Hélène Roussier, Union des Arméniens du Centre • **Crédits photographiques** Merci aux contributeurs de cette revue pour leurs photographies, Licence Creative Commons Flickr, Freepik.com, Pixabay.com, Unsplash.com, Shutterstock.com • **Elaboration de la revue** Equipe de Centraider • **Coordination et création graphique** Guillaume Guetreau • **Visuel de couverture** unsplash.com / Guillaume Guetreau - Centraider • **Directeur de publication** Renaud Mettre • **Imprimeur** Imprimerie • **ISSN** : 2270-8377 • **Contact** Guillaume Guetreau, chargé de communication / guillaume.guetreau@centraider.org / contact@centraider.org • **CENTRAIDER** est une association loi 1901 soutenue par la Région Centre-Val de Loire et l'Etat français • www.centraider.org



Les crises sont propres à raviver le sentiment de repli sur soi et parfois elles attisent les rivalités, ennemies numéro un de toutes actions collectives. Pour autant depuis les travaux de Barry Buzan dans les années 90, nous savons sur le plan théorique qu'un lien est établi entre sécurité, coopération et intégration.

L'approche de la France se base sur l'idée selon laquelle sécurité et développement sont intimement liés et que les crises complexes qui frappent à travers le monde, qu'elles soient liées à la guerre, à l'accès à l'eau, aux énergies, à l'assainissement ou aux déchets... etc, nécessitent une coopération.

C'est notamment l'objet du projet : « Coopérer en contexte de crise, démarche multi-acteurs pour favoriser les conditions d'une paix durable en faveur des sociétés civiles du Sahel » financé par le MEAE et la DAECT et dont Centraider est le coordinateur global pour la Région Centre Val de Loire.

Les coopérations en contexte de crise doivent participer à un soutien concret aux sociétés civiles, à leur résilience, à la préservation de leurs organes vitaux : sécurité alimentaire, accès à l'eau, la santé, l'éducation, des conditions de vie digne dans le respect de la dignité humaine.

Dans cette revue, vous trouverez les propos de Boris Martin, rédacteur en chef d'*Alternatives Humanitaires*, sur la définition du mot « crise » entre autre, de Pierre Micheletti, Président d'Action Contre la Faim qui détaille l'évolution du concept d'Humanitaire et des différents systèmes qui le



compose ou encore de Simone Giovitti, chef du service international crise de Cités Unies France.

Les crises sont multiformes et les actrices et acteurs de l'humanitaire d'urgence et de post-urgence sont très divers également. Pour autant malgré le travail accompli par les ONG, les collectivités dans la coopération internationale, les associations de solidarité internationale, il est évident que ces actions ne prennent pleinement leur sens que si elles coexistent avec une démarche puissante de préservation et de résolution des conflits et des crises qui eux sont dans les mains des nations et de leurs institutions.

C'est justement en moment de crise qu'il faut poursuivre et amplifier les coopérations afin d'éviter une double peine aux populations concernées, en essayant de mettre en place des espaces de prospérité et de sécurité partagées. Une coopération qui doit se penser avec les multiples acteurs concernés et les ONG et associations de solidarité internationale comme aiguillon qui interpellent les Etats et leurs institutions.

Renaud Mettre > Président de Centraider

”

C'est justement en moment de crise qu'il faut poursuivre et amplifier les coopérations afin d'éviter une double peine aux populations concernées, en essayant de mettre en place des espaces de prospérité et de sécurité partagées.

BIENVENUE À YVETTE ET GUSTAVO, NOS NOUVEAUX VOLONTAIRES



Je suis Gustavo Amagua et je viens d'Equateur. J'ai fait des études en sciences politiques et j'étais bénévole dans une association de jeunesse qui œuvre pour la réalisation des ODD. Je fais mon service civique à Centraider grâce au programme de réciprocité de France Volontaires. Je trouve cette expérience enrichissante car je participe à des formations et des animations sur les ODD et l'ECSI et en même temps je découvre la culture française.

Moi c'est Yvette Hu, je suis aussi en service civique à Centraider. Actuellement étudiante en développement durable, je cherche à consolider mes connaissances dans ce

domaine, et surtout à mobiliser des compétences de sensibilisation et d'expression à l'oral face à un public. De février à juillet 2023, notre mission consiste à sensibiliser le grand public aux 17 ODD et à l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI). Grâce à des outils déjà existants ou que nous allons développer, nous intervenons dans des associations, des établissements scolaires ou sur des événements afin d'informer le public, surtout les jeunes, sur les différentes réalités mondiales et d'apporter des solutions concrètes en faveur du développement durable.



Retrouvez les interviews de nos volontaires sur Facebook et Instagram





VIE DU RÉSEAU

RETOUR SUR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE CENTRAIDER 2023

L'Assemblée Générale de Centraider s'est déroulée le vendredi 7 avril 2023 à Ballan-Miré (37). Une cinquantaine de personnes ont fait le déplacement pour assister à une après-midi riche en discussions et qui a commencé par le vernissage de l'exposition «Sahel : Pour une paix durable, l'engagement des collectivités en Centre-Val de Loire».

Renaud Mettre, Président de Centraider ainsi que Thierry Chailloux, Maire de Ballan-Miré et Philippe Merlin, Conseiller diplomatique auprès de la Préfète de la région Centre-Val de Loire ont salué le travail mené par les acteurs régionaux dans cette partie du monde soumise à de nombreux enjeux climatiques et politiques. Cette étape à Ballan-Miré et Joué-Lès-Tours est la dernière d'une tournée régionale commencée en novembre 2022.

L'Assemblée Générale s'est ensuite ouverte avec un mot d'accueil de Renaud Mettre, mais aussi de Delphine Benassy, Vice-Présidente de la Région Centre-Val

de Loire, déléguée à la Culture et à la coopération internationale. Les activités menées en 2022 ont été présentées par l'équipe salariée sous un format qui sort résolument des sentiers battus, puisque la présentation a pris la forme d'un journal télévisé avec son lot de reportages et coupures pub se terminant par un bulletin météo.

Les témoignages de partenaires ont également permis d'apporter un autre regard sur les actions menées en Centre-Val de Loire. Ainsi, Elise Pereira Nunes, adjointe au Maire de la Ville de Tours a présenté le projet EGALES qui a lieu entre cette dernière et la Ville de Port-Bouët en Côte d'Ivoire visant l'égalité femmes-hommes et luttant contre les violences sexistes et sexuelles.

Jean-Sébastien Quella, de l'entreprise Santé Recycl (Eure-et-Loir) a également apporté son témoignage de mission de formation auprès de l'hôpital de Conakry (Guinée) consacrée à la gestion des déchets

bio-médicaux en partenariat avec l'association PACTES (OSIM-Loiret).

Yann Marchal, de la Recyclerie Créalab Cycle (Loir-et-Cher) a effectué une mission de formation à Abidjan (Côte d'Ivoire). Il a ainsi pu faire connaître les imprimantes 3D qui peuvent notamment servir à créer de nouvelles opportunités à travers le recyclage des bouteilles en plastique servant ainsi de matière première à l'impression. Enfin, une dernière partie portait sur les actions de la CIRRMA par son Président et Président d'honneur de Centraider, Tony Ben Lahoucine. La séance s'est terminée sur les différents votes pour le Conseil d'Administration 2023.



**Le rapport d'activités
2022 est disponible sur
centraider.org**



VIE DU RÉSEAU

EXPLOR : UN DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT POUR FAVORISER LES PARTENARIATS MULTI-ACTEURS

Photos :
Missions Explor

”

EXPLOR [...] est un dispositif d'appui aux projets de coopération internationale et de développement. Développé en 2022 par les réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA) Centraider, Pays de la Loire Coopération Internationale et Lianes Coopération [...]

EXPLOR – EXPertise LOcale et Réseau de l'international - est un dispositif d'appui aux projets de coopération internationale et de développement. Développé en 2022 par les réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA) Centraider, Pays de la Loire Coopération Internationale et Lianes Coopération (région Hauts-de-France), il s'est étendu en 2023 à la région Auvergne-Rhône-Alpes avec la participation du RRMA Resacoop.

Ce dispositif a pour ambition d'inciter les acteurs à mobiliser des compétences externes disponibles en région pour le développement et la réalisation de projets de solidarité internationale, et permettre à de nouveaux publics de s'y engager. Il favorise ainsi la contribution de salariés, d'agents publics ou de retraités pour des missions courtes à l'étranger disposant d'une expertise que les associations ne disposent pas en interne. Le dispositif s'adresse aux asso-

ciations de solidarité internationale souhaitant bénéficier d'une expertise, aux entreprises et collectivités souhaitant mettre à disposition leurs compétences au service des projets de solidarité internationale. Il peut mobiliser différentes formes d'engagement : mécénat de compétences ou encore bénévolat à l'international.

Grâce au soutien du FONJEP, Centraider a mis en place un accompagnement spécifique pour réaliser ce type de missions : identification des besoins, recherche d'expertise, soutien financier à la réalisation de la mission, appui à sa réalisation (formation au départ, livret, bilan au retour). Les missions peuvent concerner tous les secteurs d'intervention sur l'ensemble du globe. D'une durée de 7 à 15 jours, elles couvrent les champs suivants : diagnostics, formations, évaluations, installations d'équipements.

Depuis 2022, 10 missions ont été réalisées



en Guinée, au Sénégal, en Mauritanie et en Côte d'Ivoire. En Guinée, un partenariat entre l'association PACTES basée à Orléans et l'entreprise Santé Recycl à Chartres a permis au dirigeant de cette entreprise de former le personnel de structures de santé à Conakry sur la gestion des déchets biomédicaux. En Mauritanie, deux bénévoles de l'association vendômoise Horizons Sahel ont mené une étude technique de l'hôpital de Kaédi, région partenaire de la Région Centre-Val de Loire. Grâce au partenariat entre l'entreprise SDE basée à Chartres et l'association Horizons Sahel, 6 électriciens de l'entreprise se sont investis pour la première fois dans une mission solidaire au Sénégal et ont installé conjointement avec des jeunes d'un village, des panneaux solaires afin d'électrifier l'école. Enfin, en Côte d'Ivoire, le président de l'association Recyclerie-Créalab Cycle située à Montoire-Sur-le Loir a réalisé une formation dans le cadre d'un projet sur les pratiques de recyclage des déchets plastiques, l'inclusion

et la formation des jeunes grâce aux outils numériques, soutenue par les associations LABISS et La Terre ne trahit jamais basées à Abidjan. Dix jeunes ont été formés à l'impression 3D afin d'une part, de susciter la création d'une économie locale, et d'autre part, de partager leurs solutions de recyclage des déchets plastiques. Dans la continuité de cette mission, l'association Recyclerie-Créalab Cycle a accueilli le président de l'association La Terre ne trahit jamais ainsi qu'un des jeunes formés en région Centre-Val de Loire en mai 2023.



**Pour en savoir plus
sur le dispositif
rendez-vous sur
centraider.org**



Depuis 2022, 10 missions ont été réalisées en Guinée, au Sénégal, en Mauritanie et en Côte d'Ivoire.

E X P L O R



VIE DU RÉSEAU

FORUM « EAU, ÉNERGIE, DÉCHETS : RENFORCER L'ACCÈS AUX SERVICES ESSENTIELS POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE »

”

Les Réseaux Régionaux Multi-Acteurs Centraider et Pays de la Loire Coopération internationale ont organisé un Forum sur l'accès aux services essentiels dans les projets de coopération internationale le 28 février à Angers.

Les Réseaux Régionaux Multi-Acteurs Centraider et Pays de la Loire Coopération internationale ont organisé un Forum sur l'accès aux services essentiels dans les projets de coopération internationale le 28 février à Angers. Ce premier événement organisé sur deux régions, a réuni 53 personnes dont une majorité venant des Pays de la Loire. Le Forum avait pour objectif principal de créer un espace de rencontre entre organisations spécialistes des thématiques "Eau, Déchets et Énergie" afin de proposer des ressources sur les secteurs et des dispositifs innovants pour développer les projets.

La journée a été introduite par Mathilde Beziau, Directrice de Pays de la Loire Coopération Internationale, Benoît Pilet Vice-Président d'Angers Loire Métropole, adjoint au Maire d'Angers et Trésorier de Pays de la Loire Coopération internationale

ainsi que Bruno Demeurant délégué régional Centre-Val de Loire d'Électriciens Sans Frontières et administrateur de Centraider. La matinée s'est poursuivie par une table-ronde animée par Guillaume Aubourg du programme Solidarité Eau (pS-Eau) sur le thème « Coopération et transversalité : repenser les pratiques pour développer les services essentiels » avec Hervé Tritschberger (Gescod), Emeline Moreau (Gret) et Clément Lugagne (Cicle). Les intervenants ont exposé leurs visions des services essentiels dans les pays du Sud et ont insisté sur la pertinence et les apports d'une approche intégrée sur les 3 secteurs qui permet d'éviter la multiplication des solutions techniques pour répondre aux besoins des populations, besoins qui sont interdépendants dans les différents secteurs. Les limites de cette approche ont été abordées puisqu'elle complexifie les projets et donc



Photos :
Pays de la Loire Coopération
internationale / Centraider

leur mise en œuvre.

L'après-midi, une série d'ateliers a été proposée aux participants, sur des thématiques diverses liées aux services essentiels : partenariat avec les entreprises, zones d'activités électrifiées (GERES), délibération sur les différents 1% solidaires, mécénat de compétences (EXPLOR), projets multi-acteurs (ISTOM) ou encore gestion et valorisation des déchets plastiques (Cefrepade).

La journée s'est clôturée par une restitution originale sous forme de théâtre d'improvisation qui a fait ressortir les éléments marquants du Forum exprimés par les participants.



Les services essentiels aussi appelés services "de base" répondent aux exigences indispensables de la vie collective et de la dignité humaine, et servent l'intérêt général (Réseau Projection). Ils se distinguent néanmoins des services sociaux par leur gestion des flux : eau, assainissement, énergie, gestion des déchets et mobilité. Dans de nombreux pays, la mise en œuvre de ces services relève d'un défi majeur.

DOSSIER

COOPÉRER EN CONTEXTE DE CRISE

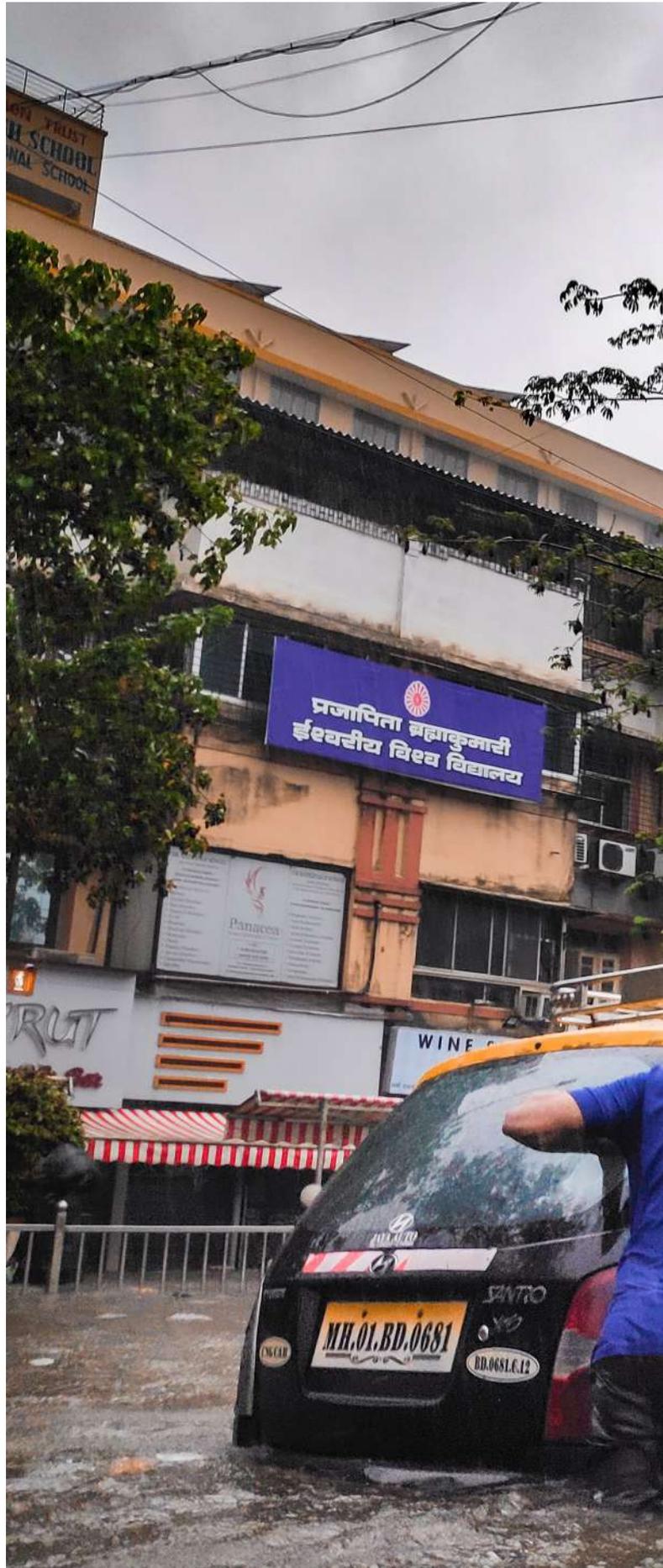


Photo : Saikiran Kesari / Unsplash





INTERVIEW

Photo : Sanjoy Saha / Unsplash

LES RELATIONS ENTRE MÉDIAS ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Boris Martin
 > *Alternatives Humanitaires*

Boris Martin est rédacteur en chef de la revue *Alternatives Humanitaires* depuis 2016 après avoir travaillé durant une quinzaine d'années à Médecins du Monde.

Il est également éditeur-rewriter indépendant et auteur. Il a écrit plusieurs ouvrages consacrés à l'action humanitaire dont *Critique de la raison humanitaire* et *L'Adieu à l'humanitaire ? Les ONG au défi de l'offensive néolibérale*. Il est également l'auteur de récits comme *C'est de Chine que je t'écris...*, *Chronique d'un monde disparu* ou encore *L'Iconoclaste*, et d'une fiction : *Hong Kong, un parfum d'éternité*.



Quelles sont les valeurs défendues par votre revue Alternatives Humanitaires ?

Nous ne sommes pas à proprement parler une ONG humanitaire, mais c'est le cas de la plupart des partenaires qui nous soutiennent, donc nous portons évidemment toutes les valeurs qui fédèrent notre secteur, au premier rang desquelles l'engagement citoyen et l'indépendance. Nous venons de là, je dirais, de cet humanitaire français qui s'est longtemps incarné dans la fameuse formule des « French doctors » ou celle des « sans frontières », mais qui va bien au-delà aujourd'hui évidemment. Et c'est d'ailleurs une des valeurs défendues par notre revue que de dialoguer avec les autres manières de faire, de voir et de penser l'humanitaire – la solidarité inter-

nationale, disons. Cela se décline dans d'autres valeurs, qui sont aussi reflétées dans notre ligne éditoriale : créer un espace de dialogue entre les praticiens et les chercheurs, qu'ils soient du Nord ou du Sud, le tout en français et en anglais puisque notre revue est bilingue. Notre objectif est de favoriser la réflexion du secteur humanitaire sur ses pratiques et son évolution.

Quel est votre point de vue sur le traitement médiatique de la solidarité internationale en France et dans le monde ?

C'est sans aucun doute une préoccupation permanente de la plupart des médias français, parce que le mouvement associatif est fort et



Reste que ce traitement est trop souvent soumis au diktat de l'émotion et qu'il va insuffisamment en profondeur.

qu'il a la capacité de se projeter sur des terrains de conflits ou de catastrophes naturelles. Reste que ce traitement est trop souvent soumis au diktat de l'émotion et qu'il va insuffisamment en profondeur. Dès qu'il y a une catastrophe ou un conflit violent, on en parle pendant 3 jours, 1 semaine ou 1 mois et puis cela disparaît de nos journaux, des écrans de télé. On nous explique qu'il y a eu un glissement de terrain, 300 morts, et puis on oublie. On nous dit qu'il y a eu une lutte acharnée entre des chefs de guerre, 10 000 morts, et cela disparaît. En somme, on assiste à des réactions « modernes », brèves et temporaires, sur des ressorts anciens, ceux de la compassion. Mais c'est aussi trop souvent une manière de vanter la solidarité du Nord, en oubliant bien vite les souffrances du Sud, si tant est que l'on puisse se satisfaire de ces deux qualificatifs réducteurs : Nord et Sud, cela ne veut plus dire grand-chose. Personnellement, je préfère de loin les formules de « monde majoritaire » et de « monde minoritaire » : nous sommes minoritaires à vivre dans un monde relativement démocratique, aisé et stable alors que la majorité des habitants de cette planète vit dans des pays pauvres, sous des régimes autoritaires, et soumis à des convulsions souvent meurtrières. Les « crises humanitaires » sont souvent abordées de manière caricaturale, furtive presque, alors qu'il faudrait y accorder du temps pour expliquer les tenants et les aboutissants. Si le glissement de terrain a eu lieu, c'est bien souvent parce qu'il y a un mépris total des règles d'urbanisme alors que les pauvres, comme par hasard, habitent là. S'il y a une lutte entre « chefs de guerre » cela va peut-être au-delà, avec un régime qui a laissé se développer une pauvreté endémique et des mouvements de rébellion.

Et puis il faut prendre le temps d'expliquer la difficulté qu'ont les ONG internationales à intervenir, parce que le pays concerné ne souhaite pas voir arriver des sauveteurs étrangers et être perçu comme incapable d'aider sa population, par exemple.

Parfois même, les ONG sont quasiment inutiles parce que le pays en question a les infrastructures pour prendre en charge la catastrophe, quelle qu'elle soit. On oublie trop souvent que c'est la solidarité locale,

celle des habitants et des associations du pays qui fait le plus gros du travail.

Notre revue, tout comme celle dont j'ai été responsable à Médecins du Monde, est aussi née de ce constat : on ne peut pas se contenter de « relater » les catastrophes naturelles ou humaines, il faut expliquer comment et pourquoi elles sont survenues, les conditions d'intervention des ONG et les questions qu'elles se posent en permanence, bien souvent à mille lieues des commentaires rapides des médias traditionnels. Il faut savoir prendre le temps de rentrer dans la complexité de contextes et d'une action humanitaire qui, aujourd'hui, doit composer avec cette complexité.

Quel est votre avis sur le traitement médiatique du conflit en Ukraine et de ses répercussions internationales ?

Il me semble que les rédactions des médias traditionnels font un travail le plus sérieux possible s'agissant d'un conflit sur lequel plane toujours, il faut quand même le dire, le spectre d'un conflit généralisé, la troisième guerre mondiale pour le dire simplement, voire d'une menace nucléaire. Les médias, tout comme les politiques – les premiers peut-être poussés par ces derniers – ont bien pris la mesure de la possible déflagration qui pouvait advenir. Je crois que tout le monde en est conscient et, en dehors de médias sensationnalistes qui parlent de la guerre en Ukraine comme d'un jeu vidéo ou d'un RDV quotidien pour entretenir la peur du chaland, j'ai l'impression qu'un certain esprit de responsabilité demeure.

Reste qu'il y a deux sujets sur lesquels on peut et on doit revenir. D'abord, la question des réfugiés ou, pour être plus précis, des gens qui ont fui leur pays, en l'occurrence l'Ukraine. Si on est normalement constitué, on ne peut pas ne pas être choqué par la différence de traitement à laquelle on a assisté entre l'aide et l'accueil fournis, et à juste titre, aux personnes fuyant l'Ukraine, et ce que l'on a refusé en grande partie aux Syriens, Afghans, Somaliens et autres, traversant les Balkans puis la Méditerranée depuis au moins 2015. Comment est-il possible de démontrer de façon aussi implacable que l'on préfère, et de loin, voir arriver dans nos pays du Nord des gens blonds aux yeux bleus – pour caricaturer – plutôt que des personnes aux cheveux noirs, au teint mat et peut-être, je dis bien « peut-être », musulmans ?!

Le second point tient aussi au traitement médiatique des « crises ». La guerre en Ukraine génère une telle focalisation médiatique et financière que l'on en oublie presque que le monde continue de tourner, et plutôt de mal tourner. Qu'en est-il des guerres au Soudan, au Yémen, de l'Afgha-

nistan, de la Birmanie, des famines dans la Corne de l'Afrique ou de la crise économique et migratoire en Amérique centrale ? Non seulement les médias ont tendance à les traiter très rapidement, comme des faits divers, mais les bailleurs internationaux sont tellement focalisés sur l'Ukraine que les ONG peinent à faire financer leurs programmes ailleurs dans le monde. C'est un vrai problème. Les souffrances humaines sont multiples et on ne peut pas en délaissier certaines au profit d'autres, sous prétexte que le Journal de 20h nous dit pour laquelle on doit se mobiliser.

Peut-on « lutter » contre la culture du sensationnel ?

Je ne vous surprendrai pas en vous répondant que c'est compliqué ! Mais c'est possible. D'abord, parce que les citoyens sont nombreux à ne pas se contenter de cette culture du sensationnel. Avec le développement des outils modernes de communication, les personnes ont aussi appris à s'en méfier. C'est parfois au prix d'un désintéret – « je n'écoute plus les infos » ; « j'ai arrêté Facebook » – ou au contraire d'une soif d'aller vers d'autres sources.

C'est tout le pari d'une revue comme la nôtre que de délaissier le sensationnel pour expliquer la complexité des phénomènes. Certes, nous sommes « spécialisés » sur l'humanitaire, mais l'humanitaire est aussi une manière de raconter l'état du monde, avec ses drames, mais aussi avec ses espoirs, ses aspects optimistes, ses individualités qui se battent et qui font réseau.

Où en en sont les associations de solidarités internationales dans leurs pratiques communicationnelles ?

Elles ont beaucoup évolué et je peux témoigner qu'elles s'interrogent beaucoup sur leurs pratiques, qu'elles ne sont pas les dernières à critiquer. Mais les évidences « statistiques » sont tenaces. En tout cas, on feint manifestement de croire qu'elles le sont : les conseillers en communication disent que les donateurs sont plutôt âgés, conservateurs, qu'ils sont sensibles aux images de femmes et d'enfants en souffrance, etc. Résultat, des ONG vont avoir tendance à suivre leurs préconisations et à produire une communication avec des femmes, des enfants, des couleurs chatoyantes, des regards perdus dans le vague, un geste de solidarité du sauveteur blanc, etc. Mais tout cela est en train de changer, même si ce n'est pas facile d'expliquer que l'on tourne le dos aux clichés, que l'on va prendre le temps d'expliquer les contextes, que les

« sauveteurs » peuvent être européens, mais aussi africains, chinois ou indiens.

Comment les médias peuvent-ils s'assurer d'une couverture éthique et responsable des questions de solidarité internationale ?

Tout d'abord, peut-être, en se rapprochant des ONG de solidarité internationale et en prenant le temps de comprendre, et de répercuter, les conditions de leurs actions. Ce n'est pas seulement en faisant le portrait d'un médecin ou d'une infirmière au milieu des enfants d'un village nigérien que l'on peut comprendre la situation dans le Bassin du Lac Tchad. Il faut prendre la mesure du contexte politique et historique, interroger les personnes habitant sur place, y associer un chercheur.

Encore faut-il que les rédactions acceptent de financer le reportage d'un ou d'une journaliste sur place. Car ce que l'on a observé ces dernières années, bien avant la Covid-19, c'est que les journalistes ou les photographes n'arrivaient plus à « vendre » leurs sujets de solidarité internationale dans les rédactions. C'est ce qui explique d'ailleurs que beaucoup de photographes, par exemple, ont fait des « piges » pour des ONG davantage que pour des journaux.

Et puis, s'il est trop coûteux d'envoyer un reporter – que ce soit en billet d'avion ou en bilan carbone, ce qui serait aussi une très bonne raison – il faut aussi penser aux journalistes et aux photographes des pays qui peuvent faire le même travail en apportant leur connaissance du contexte tout en vivant aussi de leur travail...

Quel est l'impact des réseaux sociaux sur la diffusion de l'information liée à la solidarité internationale ?

Les réseaux sociaux ont incontestablement favorisé la vitesse de diffusion et l'efficacité, au moins à court terme, de l'information voire des actions de solidarité internationale. Des « influenceurs » ont même réussi à mobiliser des stars et à lever des fonds incroyables pour des causes à l'autre bout du monde. Qu'en reste-t-il ? Bien souvent rien, j'en ai peur. Car la solidarité internationale – il en va de même de la solidarité dans nos pays – s'inscrit non seulement dans le long terme, mais requiert aussi des compétences et des réseaux, ce dont sont souvent dépourvues ces actions « modernes » qui ne sont qu'une déclinaison des œuvres de charité d'antan. À la seule différence que l'on atterrit en jet, que l'on distribue de l'argent et que l'on repart tout auréolé d'une action de bienfaisance qui n'aura aucune pérennité.

C'est aussi tout le risque induit des outils modernes de mobilisation, ce que l'on a appelé le « clic humanitaire » : je me promène sur internet ou je suis une « personnalité », on m'interpelle et d'un clic, je verse quelques euros. Je suis persuadé d'avoir fait une bonne action, et je passe à autre chose.

Les réseaux sociaux sont loin d'être négatifs. Car à côté de cela, de nombreuses initiatives « transversales » essaient de mobiliser les citoyens en faisant passer une information construite, qualitative, solide. Ce ne sont peut-être pas celles dont on parle le plus, malheureusement.



Photo :
Robert Linder / Unsplash

Quels sont les exemples de succès où les médias ont joué un rôle clé ?

Spontanément, je pense au tsunami fin 2004 quand un tremblement de terre sous-marin a provoqué une vague ravageant les côtes de plusieurs pays du Sud-Est asiatique, faisant des centaines de milliers de morts. Il a eu lieu un 26 décembre, alors que dans une grande partie du monde, on fêtait la fin d'année, Noël, etc. Ces circonstances de temps et d'un événement terrifiant ont généré une mobilisation sans précédent, je pense, si bien que les médias – notamment en France – se sont improvisés collecteurs de dons, déversant par la suite des sommes faramineuses sur les pays touchés.

Au contraire, quelles sont les limites ?

Les limites se sont rapidement fait ressentir. L'élan de générosité était disproportionné par rapport aux besoins et même aux capacités des ONG. Médecins Sans Frontières-France a même dû demander à ses donateurs d'arrêter d'envoyer de l'argent car elle savait ne pas être en mesure de mener les actions à la mesure de tous ces fonds. Cela n'a pas manqué de froisser certaines de ses consœurs, lesquelles avaient besoin d'argent pour mener leurs propres actions. Mais la déclaration de MSF avait provoqué une sorte de démobilitation des donateurs qui hésitaient à envoyer leur argent à d'autres ONG.

C'est un exemple ancien maintenant, paroxystique, mais qui a marqué une étape dans la gestion des crises majeures dans l'humanitaire.



ALTERNATIVES HUMANITAIRES

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

Alternatives Humanitaires est une revue bilingue (français/anglais) consacrée à l'action humanitaire.

La création de la revue répond aux ambitions d'encourager et participer à la réflexion globale du secteur humanitaire sur ses pratiques et son évolution ; d'établir un espace de rencontre et de dialogue, une proximité et une dynamique d'échange entre chercheurs en sciences humaines (sociologie, histoire, économie, anthropologie...) et praticiens de l'action humanitaire sur les défis auxquels ce secteur est confronté ; de faire mieux entendre sur la scène internationale les approches humanitaires pui-

sant leurs racines dans le courant « sans frontières » grâce à une mise en commun de moyens, de pensée et de projets ; enfin de favoriser le dialogue et les échanges dans ces domaines entre chercheurs et praticiens des pays du Nord et du Sud.

La revue *Alternatives Humanitaires* se caractérise par la publication trois fois par an de contributions originales, validées par un comité de rédaction indépendant. Chaque numéro est construit autour d'un dossier « Focus » accompagné de rubriques suivantes : Perspectives, Éthique, Transitions, Innovations, Reportage et Culture.

www.alternatives-humanitaires.com

Crise financière, crise climatique, crise sanitaire... Pourquoi ne parle-t-on pas plus des ODD qui peuvent être des objectifs mesurables ?

Je me permettrai d'abord de réagir à la notion de « crise ». Vous parlez de « crise financière, de crise climatique, de crise sanitaire », mais c'est comme si, à chaque fois, une crise venait perturber le système financier, le climat ou les établissements sanitaires, comme s'il s'agissait d'une rupture brutale dans un fonctionnement normal. Le problème, c'est que ces « crises » sont le résultat normal, souvent annoncé par des chercheurs bien des années avant, sanctionnant des dysfonctionnements affectant aussi bien la finance que le climat ou les systèmes de santé.

C'est la même chose pour les « crises humanitaires » : les crises sont souvent en germe depuis longtemps, les ONG ont beau alerter, elles ne sont pas entendues. Ce n'est que lorsque la « catastrophe » arrive, celle qui attire les médias, que l'on parle de crise humanitaire. Malheureusement, on ne peut alors que déplorer les victimes.

La notion de « crise » est terrible en ce qu'elle a un effet simplificateur, la « rupture brutale » dont je parlais et qui ébranle les opinions, mobilise les médias, débloque les fonds.

C'est peut-être pour cela que l'on ne parle pas des ODD. Qui, parmi vos lecteurs, sait

qu'il s'agit des Objectifs de développement durable, qu'ils sont au nombre de 17, qu'ils datent de 2015 et qu'ils sont censés être réalisés en 2030 ? C'est un peu la même chose que pour le changement climatique : cela fait des années, sinon quelques décennies maintenant, que l'on annonce un changement irréversible du climat...

Information/Communication : quelles sont les différences ?

Si je devais simplifier, l'information est brute : c'est un fait que l'on porte à la connaissance du public. La communication a quelque chose à vendre : un produit, une idée, et même une personne parfois, en tout cas une « personnalité ». Pour cela, la communication travestit la réalité : le produit est forcément incroyable, l'idée révolutionnaire et la personnalité admirable. La communication a une part d'exagération, parfois même de mensonge. Mais la différence avec « l'information » n'est pas aussi évidente : l'information n'est pas forcément la vérité, elle est forcément construite. Songez à la Pravda, le journal officiel du Parti communiste soviétique. Pravda signifie « vérité » en russe, mais les informations diffusées par ce journal étaient évidemment construites, voire tronquées et falsifiées.

Médias/solidarité internationale : vers quoi se dirige-t-on ?

Je ne me hasarderai pas à prédire l'avenir ! En revanche, je pense que les médias doivent prendre plus que jamais les organisations de solidarité internationale au sérieux, s'en rapprocher pour toucher du doigt des réalités qui ne peuvent que les intéresser, tout en gardant évidemment la distance critique qui doit rester la leur. Les journaux, les journalistes, les photographes ont été des compagnons de route de l'humanitaire dès le Biafra, en 1968. Cela s'est poursuivi dans les années 1970 et 1980, quand les grandes associations humanitaires françaises se sont constituées. C'étaient des journalistes qui partaient sur le terrain avec elles, pour témoigner de ce qu'elles faisaient et des souffrances des populations qu'elles assistaient. L'expression « French doctors » vient d'ailleurs, paraît-il, de journalistes anglophones qui croisaient ces médecins français dans les montagnes d'Afghanistan. Il y a un compagnonnage de longue date entre les médias et les ONG de solidarité internationale. Et s'il s'est tari ces dernières années, les uns et les autres gagneraient à renouer les liens, ne serait-ce que parce qu'ONG comme médias sont soumis à la même menace : l'emprise croissante d'un système néolibéral qui n'a qu'une ambition, à savoir faire des premières le paravent des dégâts qu'il cause, et des seconds son porte-voix aseptisé.



ENTRETIEN

PIERRE MICHELETTI

LA CONSTELLATION HUMANITAIRE FACE AUX CRISES

Photo :
Max Bender /
Unsplash

Pierre Micheletti est un médecin, universitaire, et écrivain français. Spécialiste des questions humanitaires internationales, il travaille depuis près de trente ans dans l'humanitaire (Médecins du Monde, Action contre la faim) et a publié de nombreux ouvrages consacrés à ces sujets. Il est actuellement Président d'Action Contre la Faim.



Vous parlez dans votre livre « 0,03% », que la guerre et l'humanitaire ont le même ADN, Pouvez-vous nous en dire plus ?

Au milieu du XIXe siècle, Henry Dunant, un homme d'affaire suisse se retrouve, un peu par hasard, à assister à une bataille entre les armées française, autrichienne et italienne à Solferino. Ayant des convictions religieuses et humanistes, et devant ce carnage, il s'est dit que, malgré les logiques militaires de l'affrontement et du rapport de force que l'on retrouve sur un champ de bataille, l'on se doit aussi de traiter les blessés avec humanité. Comme ils sont neutralisés, ils ne sont plus des belligérants. Il défendait l'idée que des lois sont au-dessus des gouvernements et s'imposent pour hu-

maniser la guerre. C'est la naissance d'un des premiers principes du droit international humanitaire qui est d'agir au principe d'une commune humanité auprès de populations peu importe leurs religions, leurs cultures ou leurs nationalités.

À la solidarité internationale, vieille comme le monde, présente notamment grâce à un substrat religieux, car toutes les religions sont porteuses de ces logiques, s'ajoute ainsi l'action dite humanitaire qu'on définit volontiers, au départ et dans sa version moderne, comme une volonté d'humaniser la guerre.

Le droit international humanitaire (DIH) se construit ensuite au fil des crises et des conflits par cercle concentrique : Le premier étant les prisonniers de guerre, puis les naufragés puis ensuite les populations civiles prises dans la tourmente de la guerre. En caricaturant un peu, l'on va passer au cours du XIXe siècle d'un droit qui concernait surtout les belligérants, les troupes, à un droit qui concernera plus les populations civiles.

Aujourd'hui, la conflictualité a évolué notamment avec les groupes terroristes, comme Daesh par exemple, qui ne sont plus des acteurs clairement identifiables puisqu'ils s'immiscent dans les populations locales ou encore l'utilisation de nouvelles armes qui touchent à la fois les armées et les populations civiles. Les batailles ne s'arrêtent plus à des frontières, le droit international humanitaire continue d'évoluer et fait face ainsi à d'autres problématiques qu'il faut suivre.

Photo :
Mat Napo / Unsplash

”

Aujourd'hui, la conflictualité a évolué notamment avec les groupes terroristes, comme Daesh par exemple [...]. Les batailles ne s'arrêtent plus à des frontières, le droit international humanitaire continue d'évoluer et fait face ainsi à d'autres problématiques qu'il faut suivre.

Vous évoquez différents types de structures humanitaires qui agissent dans le monde, lors d'une crise ou d'un conflit. Quels sont - ils ?

Par ordre « historique » il y a d'abord le CICR et son regroupement. Le mouvement de la Croix-Rouge agit depuis le milieu du XIXe siècle avant d'être rejoint au début du XXe siècle par les associations de solidarité internationale, rebaptisées dans les années 90 par le sigle ONG. Il y aura un essor particulier aussi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale

pour ce type d'acteurs et ils seront rejoints par la nouvelle Organisation des Nations unies. On pourrait rajouter une autre famille que sont les coopérations entre États.

Il existe d'ailleurs 5 éléments constitutifs pour une ONG :

- La notion d'organisation de citoyens qui développe des actions et des projets au bénéfice d'autrui et non au profit des seuls membres adhérents



- Une forme juridique particulière, exprimée le plus souvent à travers les termes d'association ou d'organisme non lucratif, en adéquation avec les droits nationaux
- Un rapport particulier aux puissances publiques et privées et ce, au niveau national comme international, avec comme visée la constitution d'un espace autonome de décisions, ce qui n'exclut pas certains liens
- Le caractère transnational de son activité, par les actions développées ou par les alliances tissées dans d'autres pays que le siège de l'ONG.

En allant plus loin et pour reprendre la classification de la sociologue Édith Archambault, il existe ensuite plusieurs grands modèles d'ONG. En effet, les

ONG internationales sont animées par différentes cultures politiques en fonction de leurs pays d'origine et entretiennent ainsi des rapports différents avec leur gouvernement.

Il existe donc un modèle anglo-saxon, un modèle méditerranéen et un modèle scandinave. Bien sûr, toutes les ONG d'un pays n'arborent pas forcément la même manière de penser, d'où le fait de les appeler « grands modèles ».

Par exemple en France, c'est plutôt un modèle dit méditerranéen. Dans notre pays, il existe une culture de la confrontation, au sens politique bien entendu, avec le gouvernement. C'est un processus d'interpellation du gouvernement pour faire bouger les lignes et non juste du conflit pour du conflit. Nous sommes dans de la co-construction politique. De grandes ONG françaises dénoncent par exemple le fait que la France ne remplit



Photo :
Mat Napo /
Unsplash

”

Dans notre pays, il existe une culture de la confrontation, au sens politique bien entendu, avec le gouvernement. C'est un processus d'interpellation du gouvernement pour faire bouger les lignes et non juste du conflit pour du conflit. Nous sommes dans de la co-construction politique.

pas les objectifs de 0,7% du PIB pour l'aide publique au développement et interpelle ainsi le gouvernement.

Autre exemple, étant ancien Président de Médecins du Monde, nous avons constaté les méfaits de la toxicomanie dans les squats. Nous avons interpellé le gouvernement pour faire évoluer sa politique en termes de réduction des risques sanitaires avec comme solution la légalisation de la vente de seringue stérile.

Le délit de solidarité illustre bien la sociologie politique que nous rencontrons et la culture politique des ONG française. Il y a certaines associations qui, dans leur ADN, n'ont pas peur de créer les conditions de la confrontation avec les pouvoirs publics au nom d'un droit à agir et d'un devoir d'humanité au risque d'encourir des actions en justice qu'elles vont à l'encontre de lois. C'est le cas aujourd'hui pour les lois immigrations mais ce fût le cas aussi pour les premières associations et médecins du planning familial qui ont le pris le risque de pratiquer l'avortement avant la loi Veil. Ici, les soignants ont estimé qu'un certain nombre de jeunes femmes ont des grossesses non

désirées, parfois dans des conditions dramatiques, et malgré que la loi, ils devaient franchir cette barrière pour pratiquer certains actes au nom d'une déontologie universelle et humaniste. C'est exactement les mêmes logiques.

Le cas de SOS Méditerranée illustre aussi cette culture. Sans prise de position sur les questions migratoires, des marins et des soignants constatent des personnes exposées à un risque de naufrage et donc risquent à leur vie lors de leur traversée. Au nom d'un principe d'humanité universelle, nous nous devons de porter secours soit comme marin, soit comme soignants aux embarcations en périls que nous croisons sur notre chemin. Ces positions et cette liberté d'association provoque aussi des réticences d'élus locaux, nationaux ou d'autres citoyens quand bien même elles se fondent sur des principes fondamentaux d'humanité.

Le modèle scandinave, quant à lui, suit d'autres logiques. Il y a une forme de coopération main dans la main entre les grands dirigeants des ONG et le Ministère des Affaires étrangères au sens noble bien évi-

demment sans une quelconque once de négatif. C'est l'histoire politique, la culture, la sociologie politique qui explique cette façon de faire.

”

Vous dressez également le constat que le modèle de financement de l'humanitaire est à revoir...

Oui. L'enveloppe annuelle, disponible pour répondre aux multiples crises humanitaires qui secouent la planète, est constituée de fonds gouvernementaux et de financements liés à la générosité de donateurs individuels.

Ces dons provenant des États restent largement prédominants, et proviennent d'un nombre restreint de pays et repose uniquement sur le principe de contributions volontaires.

En 2019, les États de l'Union européenne ont contribué à hauteur de 47% du volume annuel de l'aide humanitaire mondiale, en recul, depuis l'année d'avant, de 9%. Les principaux donateurs ont été les États-Unis, l'Allemagne, l'Union européenne, la Grande-Bretagne, les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite. Ces deux derniers pays ont d'ailleurs largement augmenté leurs contributions depuis les dernières années notamment pour aider à la résolution de conflits dans leur voisinage comme au Yémen. La France est 12e en valeur absolue.

En réalité, les financements de l'aide humanitaire sont l'apanage d'une petite vingtaine d'États voire d'une simple dizaine qui sont principalement des pays occidentaux... Comment empêcher un certain nombre d'observateurs politiques, animés ou non de bonnes intentions, de se dire que certains mouvements humanitaires ne participent pas à une forme de soft power de ces pays ? Il y a par exemple énormément de moyens humanitaires mis en place au Nigéria. Ce pays est pourtant un poids lourd démographique et économique, c'est aussi une puissance pétrolière et un pays important pour la « sécurisation » du Sahel. La question qui se pose dès lors c'est : Est-ce que les fonds alloués à la coopération ont toute leur place ? Sans arrière-pensées et correspondent-ils

Sortir d'un système de financement volontaire, concentré sur un nombre très restreint de pays est désormais une priorité pour contourner ces obstacles.

aux principes du droit international humanitaire ?

Dans ce cas-là on peut comprendre que les observateurs politiques qui émettent les hypothèses que les financements de coopération ne sont pas neutres de la part des grandes puissances occidentales. Je prends l'exemple du Nigéria, mais c'est aussi le même cas à Haïti qui n'en finit pas de sombrer dans la misère, le cas également pour la République Démocratique du Congo... Cela pose des questions d'éthique et d'équité, en filigrane c'est montrer que les États considèrent que toutes les crises n'ont pas la même valeur.

Il faut donc repenser le système. En fait le financement de l'aide internationale humanitaire rencontre trois inconvénients majeurs aujourd'hui : Il n'arrive pas à réunir les sommes nécessaires pour couvrir les besoins identifiés chaque année par le Bureau de coordination des Nations unies pour les affaires humanitaires ; Il expose l'aide humanitaire à différentes formes de limitation ou de subordination à la volonté politique des quelques pays qui dominent largement, via leurs contributions volontaires, l'enveloppe annuelle ; Il transfère aux principales ONG internationales les responsabilités de trouver des financements complémentaires à ceux des États. Il entraîne, dès lors, ces ONG vers des formes de marchandisation de leur mission, vers une quête incessante de performance pour réduire leurs frais de fonctionnement, et vers une dépendance à l'égard de la générosité – de leurs donateurs individuels. Sortir d'un système

Photo :
Mat Napo /
Unsplash



Photo :
Shot Ed /
Unsplash

”

Qu'en est-il aujourd'hui des ambitions initiales ? De la volonté fondatrice, portée par des citoyens engagés, de pouvoir porter secours en toutes circonstances ? en toute indépendance ? Cette capacité de déploiement est-elle universelle ? Intangible ? Poser ces questions établit l'idée que le doute existe, que les réponses ne vont pas de soi.

de financement volontaire, concentré sur un nombre très restreint de pays est désormais une priorité pour contourner ces obstacles. Le conflit en Ukraine le rappelle très bien d'ailleurs. Il y a une nécessité évidente de venir en aide aux populations mais cela détourne les regards des crises majeures ayant toujours lieu au Yémen ou en Haïti.

Vous dites que les rapports de force mondiaux évoluent, que la perception de l'Occident évolue également et que l'immunité humanitaire ne va plus de soi.

Le CICR a près de 150 ans, l'ONU 75 et les principales ONG humanitaires françaises ont entre 40 et 50 ans d'existence, quand leurs collègues britanniques, également très actives (Care, Oxfam, Save the Children...), ont été créés entre la Première et la Seconde Guerre Mondiale. Qu'en est-il aujourd'hui des ambitions initiales ? De la volonté fondatrice, portée par des citoyens engagés, de pouvoir porter secours en toutes circonstances ? en toute indépendance ? Cette capacité de déploiement est-elle universelle ? Intangible ? Poser ces questions établit l'idée que le doute existe, que les réponses ne vont pas de soi.



Aujourd'hui, même si la valorisation reste forte, la perception de l'aventure humanitaire, et de ceux qui l'incarnent, ne se résume plus à une équation forcément positive. Les spectateurs de l'aventure humanitaire sont multiples : les populations confrontées à une crise, les responsables politiques, les combattants qui s'affrontent, les donateurs... Tous, différemment, observent et se questionnent.

Par exemple, les populations sur place ne font pas ou plus forcément la différence entre les armées issues d'un pays extérieur et les équipes humanitaires et c'est tout à fait compréhensible. Ils voient des ONG qui travaillent dans un pays où il existe une coalition internationale, et parfois travaille aussi avec l'armée. Dès lors les frontières s'estompent. C'est le cas en Afghanistan par exemple où parfois l'humanitaire est là pour « gagner les cœurs » des populations locales pour reprendre l'expression de l'armée britannique pendant la guerre de Malaisie lors de leur indépendance.

Et puis il y a des populations qui font très bien la différence mais qui considèrent que cette différence est masquée. Que tout cela participe à une même logique avec une certaine suspicion à l'encontre des humanitaires.

Le contexte a résolument changé pour la sécurité des équipes. Je pense que l'une des nouvelles données de la violence sur le

terrain à l'égard de l'humanitaire est d'ailleurs le narcotrafic. Vous avez beau être humanitaire si, en Colombie ou au Mexique, vous vous trouvez au mauvais endroit au mauvais moment et que vous êtes ainsi témoins de choses, votre immunité d'humanitaire n'existe plus et tout cela sans état d'âme.

Il faut que nous en prenions acte et que l'on recherche des stratégies pour sortir de cet étai qui contraint de plus en plus les différentes familles des ONG internationales. Je peux reprendre ici une phrase de Régis Debray : Que peuvent les réalités contre les représentations ?

Quels sont les autres obstacles qui se présentent face aux logiques de solidarité aujourd'hui ?

Tout dépend le cadre dans lequel on se pose cette question. Les réponses sont différentes d'un territoire à un autre.

Comme je l'ai dit précédemment, la conflictualité d'aujourd'hui efface les frontières habituelles entre les forces dites régulières. Le terrorisme est une forme de conflictualité où les frontières sont poreuses avec la société civile. On n'identifie plus un belligérant par son uniforme. Le contexte d'intervention devient dès lors plus complexe.

Je dis complexe car les puissances occi-



dentaires notamment, sont prêtes à aider les populations civiles par conviction tout en sachant que c'est peut-être donner des moyens financiers à des personnes au sein des populations qui peuvent être des acteurs terroristes ou favoriser des groupes terroristes. On comprend dès lors que ces grandes puissances sont très attentives sur cette question, d'autant que l'aide directe passe le plus souvent par des flux financiers. Ceci d'ailleurs évite toutes les problématiques liées à la logistique, aux transports ou encore au stockage même si cela conserve malheureusement un risque de détournement au profit d'acteurs de la violence.

Le compromis trouvé est de passer au tamis, par des logiciels spéciaux, l'ensemble des équipes et dirigeants d'ONG mais aussi nos fournisseurs pour éviter de financer, de manière indirecte, une personne ou une structure identifiée comme acteur de la violence. Ce raisonnement tend à aller plus loin et à englober les familles des bénéficiaires des actions. Une partie de l'Agence Française de Développement défend cette idée par exemple et les ONG y résistent absolument.

Cette idée résulte notamment des menaces de sanctions américaines. Les conséquences seraient catastrophiques sur une banque française ou un organisme public venant à financer, indirectement évidemment, une quelconque forme de terrorisme. De même, si demain il devenait de notoriété publique que les ONG scannent les popu-

lations qu'elles aident, elles apparaîtraient dès lors comme des acteurs qui aident des armées nationales ou internationales. Nous encourageons dès lors des risques majeurs pour la sécurité de nos équipes et bien sûr, cela engendrerait aussi une sorte de paralysie de l'action à tous les niveaux.

Non, un tel consensus ne doit pas être recherché à n'importe quel prix. Il faut à la fois négocier pour maintenir la paix, préserver la capacité d'agir pour porter secours, dénoncer les responsabilités de ceux qui s'opposent à l'acheminement de l'aide, et se donner les moyens de condamner les responsables de crimes de guerre. Face à ces écueils, la constellation humanitaire, au-delà de l'extrême diversité des organisations qui la composent, réaffirme en permanence ses postures fondamentales d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.

”

Face à ces écueils, la constellation humanitaire, [...] réaffirme en permanence ses postures fondamentales d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.

”

[...] la conflictualité d'aujourd'hui efface les frontières habituelles entre les forces dites régulières. Le terrorisme est une forme de conflictualité où les frontières sont poreuses avec la société civile. On n'identifie plus un belligérant par son uniforme. Le contexte d'intervention devient dès lors plus complexe.

Photo :
Mat Napo / Unsplash





DOSSIER

ACCOMPAGNER L'ACTION SOLIDAIRE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES AUPRÈS DES TERRITOIRES EN CRISE

Simoné Giovetti
> Cités Unies France

Simoné Giovetti est chef du service international, Europe, crises à Cités Unies France

Depuis 2003, Cités Unies France coordonne l'action solidaire des collectivités territoriales françaises auprès de leurs homologues affectés par une crise sur leur territoire, avec la création de fonds de solidarité et de programmes d'aide à la reconstruction. En moyenne, 1 à 3 fonds sont déployés chaque année, représentant plus de 3 millions d'euros de contributions financières des petites et moyennes collectivités mais également des grandes villes, métropoles, conseils départementaux et régionaux, depuis l'existence de ces fonds d'urgence.

Dans quel contexte les fonds de solidarité sont déclenchés ?

Nous sommes partis du constat que les collectivités territoriales françaises qui œuvraient à l'international, pouvaient avoir vocation à apporter leur aide lorsque certains territoires étaient touchés par une catastrophe soudaine. A partir de là, nous avons travaillé sur le rôle des collectivités en contexte de crise.

Il existe un double volet : en France, l'envie d'aider, de faire de l'action

”

Dans tous les cas, même si on est sur des crises soudaines, l'objectif est vraiment de penser à la suite.

internationale lors de situations de crises, et pour les collectivités locales étrangères, l'importance de mener des actions pour venir en aide à leur population. Il ne faut pas les oublier, ce sont d'abord elles qui peuvent répondre, qui restent après la catastrophe. Ainsi, il est essentiel d'appuyer les initiatives locales pour garantir une continuité entre le moment déclencheur de la crise et la reconstruction, la réhabilitation. Si les collectivités locales ne sont pas suffisamment soutenues ou si elles sont écartées du processus, c'est le territoire entier qui va en être affecté.

Le soutien que l'on apporte s'adapte à une temporalité qui n'est pas celle de la première urgence, ni celle du développement. C'est un entre-deux qui commence au moment de l'évènement soudain, avec la sollicitation de l'ouverture d'un fonds de solidarité spécifique par nos membres et leurs partenaires.

Dans des pays comme la Palestine qui connaît une crise de longue durée, le Liban avec une crise multiple ou encore le Mali où les partenariats sont en stand-by en raison de la situation diplomatique, on va devoir intervenir différemment. C'est toute la réflexion que l'on mène actuellement à l'égard de ces pays-là et qui fera l'objet d'un atelier lors des prochaines rencontres CUF, qui auront lieu fin septembre.

Si l'on prend l'exemple de l'Ukraine, on est à la fois dans le scénario d'une crise soudaine mais qui devrait malheureusement durer. Qu'en est-il alors du fond de solidarité qui s'est mis en place, pour un temps limité, peu après le début de la guerre ?

Dans tous les cas, même si on est sur des crises soudaines, l'objectif est vraiment de penser à la suite. Après, la critique que l'on s'auto-administre c'est que, dans l'urgence de la situation, il peut nous arriver de ne pas suffisamment penser au long terme parce que l'on a besoin d'être rapide. Le risque étant de développer des outils d'aide qui ne sont pas adaptés et durables. Comme nos programmes durent en moyenne deux ans, il y a quand même de la marge pour explorer la possibilité d'ouvrir de nouvelles coo-



pérations décentralisées. C'est ce qui s'est passé avec le Liban. A la clôture du fonds de solidarité, certaines collectivités donatrices ont souhaité s'appuyer sur les réussites du fonds, leurs apprentissages et la construction de relations partenariales, pour mettre en place un programme concerté. C'est une suite possible.

Pour légitimer et faciliter l'action internationale des collectivités en contexte de crise, CUF mène-t-elle un plaidoyer ?

Tout à fait et d'ailleurs nous avons commencé par ça, que ce soit au niveau de la France ou à l'échelle internationale au sein de CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis). Le plaidoyer s'adresse aux Nations Unies et aux grands opérateurs de l'aide.

CUF pilote également un groupe de travail mondial avec une conférence qui a eu lieu chaque année à Genève durant laquelle nous invitons les acteurs humanitaires et les collectivités à dialoguer ensemble dans le but de rapprocher ces deux mondes, pour mieux travailler ensemble. Nous aimerions également que les bailleurs s'y intéressent pour qu'ils puissent nous appuyer au moment de la crise et non pas après. C'est dès le départ qu'il faut intervenir parce que c'est à ce moment-là que les fragilités émergent.

Pouvez-vous nous parler du label « territoires unis et solidaires face aux crises » ?

C'est une initiative que nous avons créée dans l'idée de valoriser l'action des collectivités françaises. C'est une forme de reconnaissance mais c'est également une manière de mettre l'accent sur le fonds de solidarité qui peut être complémentaire à d'autres types d'aide. En effet, les collectivités qui interviennent sur les fonds de solidarité ont un potentiel technique énorme, que ce soit en termes de réhabilitation urbaine, de prévention des risques, d'accompagnement au renforcement des capacités des autorités locales, etc. mais la difficulté est bien souvent de réussir à mobiliser des ressources humaines. L'idée avec le label est notamment de dire qu'il est possible de faire de l'action internationale, l'espace du fonds de solidarité, qu'il n'y a pas forcément d'obligation à signer un accord de coopération. Ça peut être un premier pas.

Le label permet aussi un retour sur le territoire. Il serait dommage que le mouvement solidaire d'une collectivité se réduise à une donation. En les nommant ambassadrices de la solidarité, elles peuvent informer et sensibiliser les acteurs associatifs, les citoyens ainsi que les élus de leur territoire.



DOSSIER

LE RÉSEAU KARIB HORIZON ET SES SPÉCIFICITÉS

> Karib Horizons, réseau régional multi-acteurs des Caraïbes

Photo : La CIRRMA, le RRMA PDLCI, le CORECA et l'Association des Maires de Guadeloupe réunis par Karib horizon en marge de la Conférence de la Coopération Régionale des Antilles Guyane 2023 en Guadeloupe.

Ci contre : Affiche du café débat Oddis Sea Café sur la gestion de l'eau et l'assainissement

« Agis en ton lieu, pense avec le monde! » cette invitation d'Edouard GLISSANT est au cœur de l'action de Karib Horizon.

La Mer des Caraïbes est un lien géographique entre les différents Territoires et États caribéens mais elle fut historiquement perçue et/ou décrite comme une barrière entre ces mêmes Territoires et États particulièrement pour les Collectivités Françaises d'Amérique.

Karib Horizon, un RRMA à part entière

Karib Horizon est le premier, et jusqu'à maintenant, le seul RRMA des Outre-mer. Cette identité influence la nature et les objectifs des projets de coopération qu'il valorise

et accompagne : majoritairement transfrontaliers. Pour Dominique Hubert, Vice-présidente du CORECA, « Karib Horizon est le fruit d'un constat. Celui de la multiplicité d'expérience et malgré tout de l'isolement des nombreux acteurs de la coopération. »

Les spécificités de Karib Horizon correspondent à celles de l'archipel guadeloupéen qui est à la fois Européen et Caribéen, Région/ Département français d'outre-mer et membre associé d'organisation internationale telles que l'Association des États de la Caraïbe (AEC) et de l'Organisation des État de la Caraïbe Orientale (OECO). Dès l'origine, cette appartenance multiple a conduit à privilégier la caraïbe comme espace de coopération de sorte que cette coopération territoriale soit d'abord transfrontalière. En cela, l'action de Karib Horizon diffère de celle des autres RRMA – dont les



actions de coopération ne se constituent pas, de prime abord, à partir de leur bassin régional d'appartenance. Cela dit, le RRMA de Guadeloupe partage les objectifs communs à la CIRMA et s'appuie sur les dispositifs nationaux de coopération territoriale pour promouvoir l'ECSI et l'AECT en son lieu. Karib Horizon anime un espace d'échanges et de mise en réseau des acteurs CSI de Guadeloupe et de la Caraïbe. Il accompagne les porteurs de projets de coopération et de solidarité internationales et favorise la mise en cohérence des initiatives sur le territoire. Ce travail peut se résumer comme suit :

- Identifier, Recenser , Mettre en réseau les différents acteurs de la coopération régionale
- Informer et Orienter les membres (et futurs membres) sur l'ECSI, l'AECT
- Accompagner et former les membres du réseau sur les dispositifs permettant de soutenir leurs actions (AAP MEAE, AFD...)

Karib Horizon encourage l'action extérieures des collectivités territoriales (AECT) en allant à leur rencontre afin de les informer et de les accompagner. Le Réseau concentre son plaidoyer en direction des communes et communautés d'agglomération qui ont peu ou pas d'actions extérieures notamment afin de valoriser la

coopération régionale comme outil de développement et d'attractivité pour ces collectivités territoriales. L'objectif est de lutter contre les idées reçues et contrecoups négatifs associées à la coopération comme étant politiquement risquée et impopulaire, très coûteux pour les CT et difficile à mettre en œuvre.

Informier et sensibiliser au sein des CT française de la zone est primordiale face au défi global que représente depuis longtemps le changement climatique pour le bassin régional caribéen. La coopération est un outil indispensable face au changement climatique.

Au centre de la coopération caribéenne : l'urgence de la crise environnementale

En Guadeloupe et dans la Caraïbe, la crise environnementale recoupe l'urgence. C'est une réalité pour les habitants de ces territoires marqués par la périodicité de catastrophe naturelle : séisme, sécheresse, invasion de sargasses, cyclone... Ces deux derniers étant influencé par le changement climatique. Le Cyclone FIONA, qui a durement touché le sud Basse-Terre en Guadeloupe et plusieurs îles de la Caraïbe en septembre 2022 est un symbole des effets du changement climatique et rappelle l'urgence d'un renforcement de la résilience et de la promotion d'un développement durable de ces territoires.

La protection de l'environnement régional notamment par l'amélioration de la gestion des déchets plastiques ou encore de la gestion de l'eau et de l'assainissement relèvent de l'action local et peut s'appuyer sur la coopération territoriale. C'est sous cet angle que Karib Horizon a intégré le programme Récital ODD. Le RRMA soutient les initiatives citoyennes en matière d'éducation au développement durable conformément aux enjeux propres à la région.

Pour Karib Horizon, il est important d'accompagner l'engagement à l'internationalisation des de la société civile et des collectivités territoriales de proximité. L'international ne doit pas être envisagé comme une thématique à part mais comme un outil à intégrer dans une démarche globale sur des thématiques comme l'eau, le développement durable, le sport, la culture. La coopération territoriale est un outil pour répondre aux défis propres aux territoires et non une fin en soi. Dans une région géographiquement homogène, où les risques climatiques majeurs sont à peu près similaires, le partage d'expertise locale peut donner lieu à une amélioration de la résilience des territoires. Ainsi, nous pourrions voir émerger une régionalisation de la

sécurité civile liée à la résilience climatique et environnementale par la mise en place de politique publique de type régionaliste.

Au sein des CT majeures, la coopération territoriale est un outil clef de réponse aux effets du changement climatique notamment via Interreg-Caraïbes dont la région Guadeloupe détient l'autorité de gestion :

Projet Interreg TEC (Transition Énergétique dans la Caraïbe), CARICOAST (Prévention des risques côtiers en lien avec le changement climatique) SARG'COOP (Coopération pour la lutte contre les Sargasses).

Le renforcement de la résilience des territoires du bassin caribéen et de leurs citoyens face aux risques climatiques, géologiques majeurs (les séismes, les cyclones, la sécheresse etc) passent par le renforcement de la coopération territoriale.



Le renforcement de la résilience des territoires du bassin caribéen et de leurs citoyens face aux risques climatiques, géologiques majeurs (les séismes, les cyclones, la sécheresse etc) passent par le renforcement de la coopération territoriale.



Appui, accompagnement et financement

De nombreux acteurs interviennent au cours des projets de solidarité internationale pour encourager ces liens de coopération. Il peut s'agir d'un appui technique, d'un accompagnement, de formation pour permettre aux acteurs de monter en compétences ou encore du financement des projets : tous ces acteurs, par leur appui, contribuent à la pérennisation des liens de solidarité entre les territoires.



Acteurs de la mobilité

Des associations et réseaux de soutien, d'accompagnement et de promotion pour les initiatives de mobilité des jeunes se sont développées et appuient la mobilité internationale des jeunes : engagement citoyen, études, travail, voyage. D'autres structures interviennent plus largement pour la promotion des projets de solidarité internationale des jeunes.



Mobilisations citoyennes

> ECSI

L'Éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale (ECSI) est une démarche éducative qui vise à sensibiliser aux interdépendances produites par la mondialisation, à améliorer sa compréhension du monde et à développer sa capacité à agir pour construire une société plus juste et durable.

> Mouvements sociaux

Les mouvements sociaux permettent de mettre à l'agenda des enjeux internationaux. Ils s'engagent à travers des actions de sensibilisation, de lobbying, de plaidoyer et de mobilisation sociale pour promouvoir leurs causes.

- En 2021, 10 091 acteurs de la SI sont recensés dont 6 576 associations (dont OSIM, ONG locales, collectifs...) contre 1 992 collectivités territoriales et organismes publics (source : état des lieux RRMA sur les acteurs de la CSI)

- En 2019, 60 000 associations « humanitaire, social et santé » recensées (source : coordination sud)



DÉFINIR LE CONTEXTE



Solidarité et développement

> Instances intergouvernementales et ONGI

Les Etats, les organisations internationales et les ONG internationales sont bien souvent les acteurs que l'on se représente lorsque l'on parle de coopération internationale. Ce sont des acteurs majeurs de la coopération au développement et à l'aide d'urgence.

> Action Extérieure des Collectivités Territoriales (AECT)

Les partenariats entre les collectivités territoriales française et étrangères permettent le partage de compétences et de ressources. Elle apporte des réponses à des défis plus globaux, appuie le développement local ici et là-bas, et stimule les échanges internationaux et la cohésion.

-> Environ 5000 collectivités actives en France (source: AFD)

> Acteurs associatifs et porteurs de micro-projets

Les petites et moyennes associations ont également leur rôle à jouer dans la coopération internationale. Par leurs actions, elles permettent de développer des initiatives de solidarité internationale tout en renforçant les dynamiques locales.



TÉMOIGNAGE

Photo :
Région Centre-
Val de Loire

RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE : ENSEMBLE, VERS UN TERRITOIRE SOLIDAIRE ET ACCUEILLANT ...

> Région Centre-Val de Loire

Avec les crises que nous traversons, nos modes de vie sont interrogés, nos capacités à être solidaires tout autant. Tout abandon des valeurs qui fondent et unissent notre société contribue à la fracturer et n'apportera jamais de réponse durable. Partout dans le monde, des personnes victimes de persécutions, d'atteintes à leurs droits fondamentaux, victimes du dérèglement climatique ou de la guerre, arrivent en France pour trouver refuge, après de longs et pénibles parcours, bien souvent au péril de leur vie. Plus que jamais, il nous faut cultiver les valeurs de solidarité et d'hospitalité, et agir ensemble. La Région Centre-Val de Loire a mis

en place en 2018 la Conférence Permanente des Relations Internationales (CPRI), instance participative de coopération autour de l'action européenne et internationale, aujourd'hui animée par Delphine Benassy – Vice-Présidente à la Culture et à la Coopération Internationale. La CPRI est ouverte à toutes et tous, elle se réunit en plénière deux fois par an, et vit aussi à travers des groupes de travail animés avec des acteurs de la région. En 2022, plus de 110 participants d'horizons très divers se sont impliqués, et 6 groupes thématiques se sont réunis, dont un nouvellement créé portant sur « Territoire solidaire et accueillant »,

avec une trentaine de partenaires et co-animé par la Région, la Ville de Tours et Centraider. Ce groupe vient à la fois s'inscrire dans l'histoire de ce que la Région a développé, et apporter une nouvelle brique à l'édifice en matière d'accueil et d'intégration. Depuis de nombreuses années, la Région soutient des dizaines d'associations, véritable cœur battant sur le territoire régional pour accompagner des publics précaires dans leur diversité, dont nous saluons vivement l'action et l'humanité !

Dans le cadre du plan régional sur l'égalité adopté en 2018, la Région a adhéré en 2019 à l'ANVITA (Asso-

”

Plus récemment, la guerre en Ukraine nous a collectivement poussés à nous dépasser et à adapter nos cadres pour être réactifs à accueillir sur notre propre territoire dans un contexte d'urgence.

ciation Nationale des Villes et Territoires Accueillants), réseau de collectivités et d'élus qui promeut l'accueil digne et inconditionnel des personnes. Elle a aussi adhéré à la plateforme des collectivités SOS Méditerranée en 2021 pour soutenir son action de secours en mer.

Plus récemment, la guerre en Ukraine nous a collectivement poussés à nous dépasser et à adapter nos cadres pour être réactifs à accueillir sur notre propre territoire dans un contexte d'urgence. En ce qui concerne la Région : soutien aux associations du territoire, activation des compétences régionales pour faciliter l'accueil (gratuité des transports, accès à l'apprentissage du français, soutien aux structures organisant l'accueil, mise à disposition de logements vacants dans les lycées, lien avec des familles accueillantes dans la région ...), actions de coopération avec une région européenne partenaire dans la cadre de la coopération décentralisée.

Au-delà de ce cas, et au vu des nombreux défis planétaires qui sont devant nous, l'enjeu est bien de participer à développer une culture de l'accueil et de l'hospitalité sur notre territoire et de faciliter l'intégration.

L'Etat a adopté en 2018, une stratégie nationale d'accueil et d'intégration des réfugiés. Dans ce cadre, un des outils mis en place sont les Contrats Territoriaux d'Accueil et d'Intégration (CTAI), des contrats qui ont pour objectif de mobiliser les compétences des collectivités territoriales volontaires en lien avec les acteurs locaux (direction territoriale de l'office français de l'immigration et de l'intégration – OFII –, service public de l'emploi, associations...) pour réussir l'intégration des étrangers en situation régulière sur leur territoire.

C'est à ce titre que la Région a adopté en novembre 2022 un Contrat Territorial 2022-2024 d'Accueil et d'Intégration, en lien avec le Pacte régional d'investissements dans les compétences (pour des formations et une qualification aux jeunes et demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés) et la stratégie de mobilisation des publics de la

direction de la formation professionnelle. L'objectif du CTAI est de favoriser l'accès à la formation et l'inclusion dans l'emploi des étrangers primo-arrivants, considérant que la reconnaissance et le développement des compétences est une étape de reconstruction primordiale dans leur parcours d'accueil, d'intégration sociale et professionnelle. Il permet notamment le recrutement d'un chargé de mission « Intégration des étrangers primo-arrivants » et se décline en 7 axes :

- Favoriser l'apprentissage linguistique, à visée professionnelle
- Favoriser l'accès à la qualification et valoriser les compétences
- Favoriser l'accès à la formation professionnelle et l'insertion professionnelle
- Lever les freins d'accès à la formation et à l'emploi
- Créer et professionnaliser un écosystème d'acteurs de la formation et de l'insertion des étrangers primo-arrivants
- Mettre en place des actions de valorisation de la politique d'intégration des étrangers primo-arrivants
- Poursuivre l'élargissement du champ de la présente contractualisation à travers la CPRI

Les CTAI visent les étrangers primo-arrivants à qui l'Etat a délivré un titre de séjour depuis moins de 5 ans. Dans notre région, cela concerne chaque année environ 3000 personnes, dont 30% de réfugiés. Le CTAI régional concerne prioritairement les étrangers les plus vulnérables donc, les réfugiés et notamment les jeunes et les femmes (48% des signataires du Contrat d'Intégration Républicaine sont des femmes).

Notre Région a été la première collectivité en France à signer ce contrat à l'échelle régionale. Plus de 20 Métropoles, EPCI et villes se sont par ailleurs engagés dans cette démarche en France, dont la ville de Tours en région Centre-Val de Loire.

Pour aller plus loin, dans le cadre du groupe de travail de la CPRI, la Région vient d'engager un diagnostic territorial, concernant les dynamiques, programmes, initiatives et acteurs mobilisés pour contribuer à l'accueil digne et inconditionnel et à l'intégration des personnes étrangères sur le territoire régional. Un des enjeux est de mettre en évidence l'articulation entre les composantes de l'accueil et de l'intégration et les compétences de la Région, ainsi que les besoins non couverts, en vue d'élargir le CTAI à d'autres compétences, en complément de la formation professionnelle. Un second axe de travail est également en cours de développement, mobilisant des modalités d'action et des acteurs du champ de la solidarité internationale, au travers d'une part, des liens avec les organisations issues

des migrations (OSIM) et d'autre part, de la sensibilisation et de la mobilisation des habitants de la région, via l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI).

La Région remercie chacun et chacune des lecteurs et lectrices de la revue de Centraider pour son engagement à construire un monde solidaire et durable. Vous pouvez compter sur celui de la Région pour être à vos côtés !

Chiffres clés 2022

- Environ 3000 étrangers primo-arrivants par an accueillis dans la région, dont 30% de réfugiés
- Un flux migratoire modéré : les signataires du CIR dans la région représentent 2.8% de l'ensemble des signataires en France, pour une population régionale de 4,1% de la population nationale
- Financement de bilans de positionnement linguistique aux 6 CRIA de la région : 122 000 euros pour 1132 bilans et la professionnalisation du réseau de bénévoles-formateurs
- Financement des Espaces Libres-Savoirs pour l'accueil et l'orientation des publics : subvention annuelle régionale de 10 000 € par ELS, soit 240 000 € pour le fonctionnement des 24 ELS de la Région.
- Achats de formations :
- Les Visas Libres Savoirs (4,750 millions d'euros pour 13075 places de formation)
- Les formations Remise à Niveau – Français Langue Etrangère – Alphabétisation (10,4 millions d'euros pour 3712 places de formation)
- Les Visa + Parcours vers l'Emploi (4,1 millions d'euros pour 1322 places de formation)

”

Notre Région a été la première collectivité en France à signer ce contrat à l'échelle régionale. Plus de 20 Métropoles, EPCI et villes se sont par ailleurs engagés [...] dont la ville de Tours.

Photos :
Union des
Arméniens du
Centre



TÉMOIGNAGE

L'UNION DES ARMÉNIENS DU CENTRE FÊTE SES 40 ANS

> Union des Arméniens du Centre

”

***Perpétuer cette mémoire,
faire connaître cette
histoire, diffuser la
culture arménienne
auprès du grand public,
tout cela a été durant ces
quarante années, le fer de
lance de l'association.***

L'année 2023 sera marquée pour l'Union des Arméniens du Centre par la célébration de ses 40 ans d'existence. Du 30 septembre au 15 octobre, conférences, concerts, expositions, lectures, spectacles, seront proposés au public. Créée en 1983, cette association voulait rassembler tous les français d'origine arménienne dont les derniers rescapés du génocide arménien, résidant en Indre-et-Loire et en région Centre-Val de Loire. Ce génocide fit plus de 1 500 000 victimes sans compter les centaines de milliers qui ont fui leur pays (au Moyen-Orient, en Europe et vers les Amériques).

Perpétuer cette mémoire, faire connaître cette histoire, diffuser la culture arménienne auprès du grand public, tout cela a été durant ces quarante années, le fer de lance de l'association.

Ainsi de très nombreux événements culturels ont été organisés : spectacles, concerts, expositions, conférences, festivals de cinéma, qui ont réuni un public nombreux connaissant ou non l'histoire de l'Arménie.

À la suite du tremblement de terre survenu en Arménie en décembre 1988, notre association est venue en aide à



la maternité de Gumri (2e ville du pays). Implantée dans le quartier Bords de Loire, depuis des années grâce aux locaux mis à sa disposition par la mairie de Tours puis par Tours Habitat, elle œuvre auprès des habitants avec les structures sociales du quartier en tant que membre du conseil citoyen.

Pendant les quarante années passées, l'Union des Arméniens intervient dans un contexte de crise récurrente : 1988, tremblement de terre avec près de 30 000 morts ; 1991, chute de l'Union soviétique et proclamation de la République d'Arménie ; septembre 2020, début de la guerre de l'Azerbaïdjan avec invasion du Haut-Karabagh et de territoires souverains de l'Arménie.

Aussi, pour nous, membres fondateurs, adhérents et sympathisants de l'Union des Arméniens du Centre, la situation de crise est permanente. Notre pays d'origine est de plus en plus fragilisé. Nous devons être en éveil permanent sur une éventuelle invasion à venir, comme certains voisins le laissent entendre.

Gérer et faire connaître notre culture, celle de nos parents ou grands-parents, la transmettre à nos enfants et petits-enfants, la



diffuser auprès des publics « non-arméniens » est une préoccupation constante. C'est également un moteur, une énergie qui nous fait avancer, créer, imaginer, renouveler nos propositions et nos actions.

Chaque année, le jour du 24 avril est la date de commémoration du génocide. Elle est devenue une célébration nationale en 2019. Ainsi nous nous retrouvons plusieurs centaines de personnes de tous horizons rassemblées au pied de la stèle du génocide érigée en 2007 (Année de l'Arménie en France) sur l'esplanade du Souvenir près de la bibliothèque centrale de Tours. De nombreuses personnalités politiques et de la société civile sont présentes et apportent leur soutien à la cause arménienne.

Nous pouvons estimer à près de 200 le nombre d'adhérents, sans compter les enfants.

A ce titre, notre association a ouvert, en octobre 2022, une école d'arménien — l'école Martun Elbakyan — du nom du donateur, frère de la directrice Sousana. Chaque samedi, quarante jeunes de 8 à 15 ans y suivent des cours. Ces jeunes parlent l'arménien dans leurs familles. Toutefois ils ne savent ni lire ni écrire leur langue de naissance. Trois enseignantes et une psychologue encadrent ces jeunes. Des cours d'histoire, de religion, de chants, etc, sont ainsi dispensés tout en intégrant des projections vidéos de documentaires. Sans oublier les valeurs de la République française.

Cette année, lors de la commémoration du génocide le 24 avril 2023, les élèves ont entonné un chant traditionnel.

L'Arménie est empreinte d'une culture religieuse importante. Premier Etat au monde à avoir adopté la religion chrétienne (en l'an 301), il a toujours mis en avant cette culture et cette croyance. Cela a été sa force, mais aussi son malheur.

D'autres particularités constituent la culture arménienne : une langue et un alphabet uniques, une religion fondatrice, une géographie complexe, la littérature et les Arts, une tradition culinaire, notant cette richesse et cette diversité.

Aujourd'hui encore, l'Arménie, petit pays de 29 800 km² et de près de 3 millions d'habitants, traverse une époque tourmentée, tant sur le plan politique, économique, social que pour sa sécurité. Cette situation conduit de nombreuses personnes à quitter leur pays pour s'installer en Europe ou aux Etats-Unis. Quant aux Arméniens du Moyen-Orient, installés depuis des siècles, ils se voient contraints de partir en raison de la situation instable de cette région.

Notre culture nous porte à continuer de vivre et de créer. Aux côtés de l'Arménie, les communautés implantées en diaspora sont les garantes de près de trois millénaires d'existence. Elles œuvrent pour la permanence de cette culture. L'Union des Arméniens du Centre est de celles-ci.



TÉMOIGNAGE

Photo :
Tobie Eniafe /
Unsplash

S'ENGAGER POUR LES ÉCOLIERS EN AFRIQUE

Hélène Roussier
> Présidente de
l'Association Coup de
Pouce aux Écoliers
d'Afrique

Comment et pourquoi est née votre association Coup de Pouce aux écoliers d'Afrique ?

L'association Coup de pouce aux écoliers d'Afrique est née en 2003 sous forme de club, au collège de Neuville-aux-Bois à l'instigation de jeunes collégiens de 6^{ème} qui, découvrant en cours de géographie la situation des écoliers en Afrique, ont décidé de se mobiliser pour les aider. Le club de plus en plus important est devenu, pour des raisons de gestion, une association loi

1901 en 2006. Avec mon départ à la retraite, elle a peu à peu perdu son enracinement collégien et s'est ouverte à tous ceux qui, quel que soit leur âge, se sentaient concernés par ses objectifs. Actuellement, elle compte une trentaine d'adhérents.

Quels sont les objectifs de l'association ?

Partant du principe que l'éducation est la base de tout développement, ses objectifs sont : d'améliorer les



”

Avec ce contexte très dangereux, nous ne nous rendons plus sur place, mais l'expérience acquise pendant 20 ans dans cette région, les contacts réguliers et les partenaires que nous avons rencontré, devenus des amis pour beaucoup, nous permettent d'avoir une totale confiance.

conditions de vie des enfants d'Afrique en finançant des micro-projets autour de l'école, de sensibiliser en France à la solidarité internationale, en offrant à ses adhérents à travers ses projets la possibilité concrète d'être acteurs citoyens du monde.

Quelles ont été vos réalisations ?

Ma fille venant de partir travailler au Cameroun nous a proposé un projet à l'extrême nord du pays. Cette région qui s'étend en une longue bande étroite entre le Nigéria et le Tchad est à 1200km de Yaoundé et 1500Km du port de Douala, capitale économique du pays. Elle est traversée par la seule route qui approvisionne Djaména depuis le port de Douala. En 2003, le banditisme venu des deux pays limitrophes sévissait. Aussi, des hommes en armes étaient présents dans le train et les cars. Une fois sur place, nous faisons confiance à nos accompagnateurs et nous n'avons jamais eu de problème. Le 1er projet, en 2003, a été l'installation d'un panneau solaire pour une salle construite par les jeunes d'un village de montagne, qui s'y réunissaient pour faire leurs devoirs à la lueur d'une bougie.

Suite à ce succès, nous avons continué dans cette région à développer des projets autour de l'école, puits, panneaux solaires, latrines, équipement en tables, bancs, manuels scolaires. La frontière avec le Nigéria a été pacifiée par des unités spéciales camerounaises et nous a permis d'envisager un projet plus ambitieux : la création de 6 médiathèques équipées en livres, matériel informatique et audiovisuel. La seule condition était de mettre à disposition un local dédié, qui a été le plus souvent offert par la paroisse. Puis 2 villages ont construit et financé eux-mêmes les salles nécessaires.

Jusqu'en 2014, nous sommes allés, chaque année, voir comment fonction-

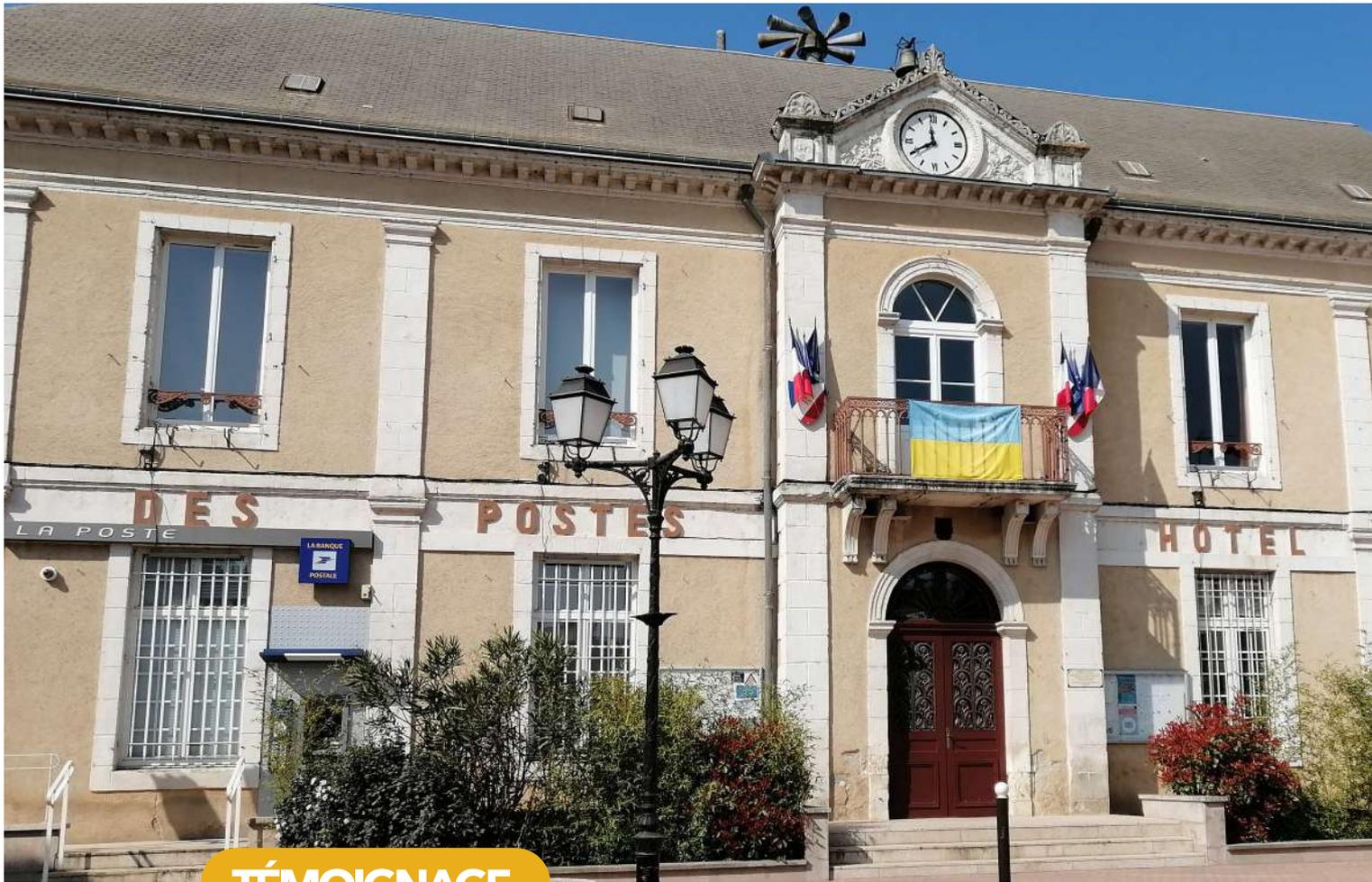
naient les projets déjà réalisés et nous étudions avec les habitants les nouvelles demandes. C'est en rentrant à Yaoundé en mars 2014, que nous avons appris les 1^{ères} attaques perpétrées par Boko Haram et l'enlèvement d'une famille française à 100 km à vol d'oiseau de là où nous étions. La question s'est évidemment posée de savoir s'il était raisonnable d'installer des bibliothèques dans ces villages frontaliers. Nous avons maintenu les projets malgré tout. La seule chose qui ne nous était plus possible était de revenir sur place.

Vous menez vos projets dans une région très menacée de l'Extrême-Nord du Cameroun, la commune de Mora. Comment continuer à mener votre coopération dans cette région ?

L'association n'a plus développé de projet à l'extrême nord, mais a continué en répondant à des demandes dans le sud jusqu'à ce que nous recevions la demande d'une association de la ville de Mora. Cette ville de 80 000 habitants située sur la route Douala-Djaména était un carrefour commercial important avec un marché florissant, approvisionné par les 3 pays. Dévasté par Boko Haram, le marché indispensable à la région a été réaménagé par un programme de l'ONU. Mora sert de base à l'armée camerounaise investie dans la région et elle est considérée comme très sécurisée à l'heure actuelle. Un afflux de réfugiés s'y pressent et un millier d'enfants orphelins hantent ses rues. C'est dans ce contexte que Pascal, qui avait déjà bénéficié de notre aide pour mettre en place une bibliothèque scolaire à Maroua en 2015, nommé curé de Mora, a fait appel à nous pour transformer la salle paroissiale en maison des jeunes. Ce projet est sous la responsabilité du REPDHEP (Réseau de protection des droits de l'Homme, de l'environnement et de la promotion de la culture de la paix).

Nous avons donc contribué à l'électrification de la salle par des panneaux solaires, à l'équipement en tables, chaises, bancs, matériel informatique, audiovisuel et surtout en manuels scolaires pour toutes les classes, lycée et formations techniques comprises. Dans un premier compte-rendu du Repdhep, le bilan est très positif : « nous remarquons qu'il y a une fréquentation régulière de cet espace de lecture et d'apprentissage en informatique par les élèves. En moyenne, on y rencontre 50 à 60 jeunes par jour, filles comme garçons des différents lycées et collèges, toutes confessions religieuses confondues. En regardant les bulletins des notes des jeunes que REPDHEP accompagne, on y voit une amélioration de leur niveau scolaire grâce à leur moyenne de classe en augmentation. On constate une autonomisation dans l'utilisation des outils informatiques (saisie, traitement des textes, recherches internet). À cela s'ajoute la qualité d'expression vérifiable à travers les tables rondes, les causeries éducatives et les débats qui sont organisés mensuellement en vue de mieux améliorer leur expression en français mais aussi de les initier à la discussion. Parallèlement des cours de répétition, de remise à niveau, d'approfondissement des connaissances et de renforcement des capacités sont organisés. »

Avec ce contexte très dangereux, nous ne nous rendons plus sur place, mais l'expérience acquise pendant 20 ans dans cette région, les contacts réguliers et les partenaires que nous avons rencontrés, devenus des amis pour beaucoup, nous permettent d'avoir une totale confiance. Certes, si Boko Haram réinvestissait Mora, cette salle pourrait être saccagée. Mais si ceux, qui prennent tous les risques sur place et résistent pour qu'une génération de jeunes ne soit pas complètement sacrifiée, nous sentent hésitants et découragés, ils s'estimeraient trahis, et nous ne serions plus ce coup de pouce que nous voulons être !



TÉMOIGNAGE

Photo :
Ville de Cloyes
-Les-Trois-
Rivières

CLOYES LES TROIS RIVIÈRES APPORTE SON SOUTIEN À L'INTERNATIONAL

> Ville de Cloyes-Les-Trois-Rivières

”

Dès le début de l'offensive russe, la municipalité a souhaité mettre en place un fonds de soutien en faveur de l'Ukraine.

La commune de Cloyes les Trois Rivières (Eure-et-Loir) n'entretient pas de liens particuliers avec l'Ukraine ni la Turquie mais c'est sans hésiter qu'elle a récemment apporté son soutien à ces deux pays pour les crises qu'ils traversent.

Une forte mobilisation pour l'Ukraine

Dès le début de l'offensive russe, la municipalité a souhaité mettre en place un fonds de soutien en faveur de l'Ukraine. Lors du conseil muni-

cipal du 28 février 2022, l'ensemble des élus a voté pour le versement de 5742 €, soit 1 € par habitant pour l'achat de kits de première nécessité, sanitaires ou chirurgicaux. Pour Didier Renvoisé, maire de la commune, et l'ensemble des élus, cette aide était une évidence : « Nos démocraties sont en danger face à une très grave menace devant laquelle nous ne pouvons que réagir à notre échelle. » Cloyes les Trois Rivières a été la première commune d'Eure-et-Loir à apporter un fonds de soutien à l'Ukraine.



”

La municipalité de Cloyes les Trois Rivières a toujours eu la volonté de manifester son soutien face à des situations d'urgence, pour soutenir les populations qui vivent des drames humains : guerres, catastrophes naturelles, etc. que ce soit en France ou à l'international. Elle l'avait déjà fait en 2020 lorsque la violente tempête « Alex » avait dévasté l'arrière-pays niçois

Une nouvelle aide financière a été votée lors du conseil municipal du 27 février 2023 en réponse à l'appel de l'Association des Maires de France et de la Protection civile pour des dons qui serviront à l'achat et la livraison de groupes électrogènes. Ceux-ci permettront d'alimenter en énergie des sites sensibles tels que les hôpitaux et les écoles, ainsi que les lieux de résilience, définis comme des lieux de partage permettant aux ukrainiens de se retrouver pour se réchauffer et bénéficier de sources d'énergie. Une subvention exceptionnelle de 5742 € (soit 1 € par habitant) versée par la commune de Cloyes les Trois Rivières sera destinée à l'alimentation de lieux de résilience dans la ville de Motovylivka située à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Kiev.

La solidarité envers l'Ukraine ne s'est pas arrêtée à des aides financières et au déploiement du drapeau jaune et bleu sur le fronton de la mairie. Au-delà de l'assistance à la population civile ukrainienne, la question de l'accueil des personnes déplacées s'est posée. La municipalité et le centre communal

d'action sociale ont rapidement tout mis en place pour permettre d'accueillir dans de bonnes conditions des Ukrainiens fuyant leur pays.

Depuis le mois de mars 2022, la commune a accueilli huit personnes et contribué à leur intégration dans la vie locale. Hébergées gracieusement dans les appartements dans une résidence autonomie pour personnes âgées, hommes, femmes et enfants ont pu retrouver un peu de quiétude auprès des résidents avec lesquels ils ont tissé des liens. Grâce à la mobilisation des cloysiens, particuliers, associations et entreprises, ils ont pu recevoir du mobilier et des vêtements et ont bénéficié du prêt d'un ordinateur portable pour leur permettre d'apprendre quelques notions de français et communiquer avec leurs familles restées en Ukraine. Veronika, jeune fille de 8 ans qui avait fui son pays en mars 2022 avec sa maman avant de repartir en juillet 2022, a pu poursuivre sa scolarité pendant ces quelques mois passés à Cloyes les Trois Rivières. Deux personnes sont toujours accueillies à la résidence.

Un soutien à la Turquie

C'est dans cette même volonté d'aider les populations démunies, que la commune a mis en place un fonds de soutien à la Turquie touchée par deux terribles séismes le 6 février 2023.

L'Association des Maires de France, par communiqué de presse du 9 février 2023, avait mobilisé les communes de

France autour d'actions humanitaires sur le terrain, notamment les opérations de l'ONG française ACTED dont elle est partenaire, ainsi que les opérations de Cités Unies France et la création d'un fonds de solidarité dédié.

Pour venir en aide aux victimes de cette catastrophe, les élus ont voté, lors du Conseil municipal du 27 février 2023, le versement d'une aide financière de 1500 €. Didier Renvoisé, maire de Cloyes les Trois Rivières, est convaincu que cette aide contribuera à soulager les souffrances des victimes et à leur apporter une certaine forme de réconfort : « Nous sommes solidaires avec le peuple turc et nous sommes convaincus que notre contribution aidera à atténuer les conséquences de cette catastrophe. »

La municipalité de Cloyes les Trois Rivières a toujours eu la volonté de manifester son soutien face à des situations d'urgence, pour soutenir les populations qui vivent des drames humains : guerres, catastrophes naturelles, etc. que ce soit en France ou à l'international.

Elle l'avait déjà fait en 2020 lorsque la violente tempête « Alex » avait dévasté l'arrière-pays niçois dans la vallée de la Roya privant des milliers de personnes de toit, d'eau, de nourriture, d'électricité et d'habillement. Le conseil municipal avait alors voté le versement de 5000 € auprès de l'association départementale des Maires des Alpes Maritimes.



TÉMOIGNAGE

EXPOSITION « POUR UNE PAIX DURABLE AU SAHEL : L'ENGAGEMENT DES COLLECTIVITÉS EN CENTRE-VAL DE LOIRE »

”
Cette commune s'est engagée à l'international, par l'intermédiaire de Toubous du Sahara, pour la première fois dans une action de coopération décentralisée avec la commune de N'Guigmi au Niger.

Dans le cadre du projet « Coopérer en contexte de crise : démarche multi-acteurs pour favoriser les conditions d'une paix durable en faveur des sociétés civiles au Sahel » soutenu par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères et la Région Centre-Val de Loire, une exposition a été spécialement conçue pour valoriser les actions menées par les six collectivités partenaires en Centre-Val de Loire (Saint-Jean-de-la-Ruelle, Châteauroux, Rivière, Argenton-sur-Creuse et Ballan-Miré avec Joué-lès-Tours) conjointement avec les collectivités partenaires : Niantjila au Mali, Bittou et Tenkodogo au Burkina Faso, N'Guigmi au Niger et Tokomadji en Mauritanie. Cette exposition avait pour objectif de sensibiliser les habitants à la coopération internationale et aux actions de leurs collectivités dans ce champ.

Les villes partenaires du projet ont accueilli l'exposition depuis no-

vembre 2022. La tournée régionale s'est clôturée à Ballan-Miré. Ce dernier temps fort a mis en avant la singularité de ce partenariat entre la Ville de Ballan-Miré et Toubous du Sahara. L'exposition a été inaugurée le 7 avril par le Maire Mr Thierry Chailloux, le président de Toubous du Sahara, Mr Issouf Elli Moussami partenaire opérationnel de la Ville de Ballan-Miré, le Conseiller diplomatique auprès de la Préfète de Région, Mr Philippe Merlin et le président de Centraider, Mr Renaud Mettre.

Cette commune s'est engagée à l'international, par l'intermédiaire de Toubous du Sahara, pour la première fois dans une action de coopération décentralisée avec la commune de N'Guigmi au Niger. Lors du vernissage, le Maire a renouvelé son souhait de poursuivre cette dynamique et a souligné les apports de cette coopération pour les deux territoires sur des sujets communs d'ac-



cess à l'éducation, d'insertion des jeunes et de transition écologique.

L'exposition a mis en avant les actions menées au Niger, soutenues par les villes de Ballan-Miré et Joué-lès-Tours, au profit des jeunes descolarisés issus des écoles nomades en vue de favoriser leur insertion à N'Guigmi. La commune de N'Guigmi, située dans la région de Diffa, près du lac Tchad au sud-est du Niger, a participé à la mise en place d'un espace de formation en agroécologie, ceci pour renforcer l'employabilité des jeunes et adapter les techniques culturales au changement climatique avec les comités de gestion des établissements scolaires, partenaires du projet. Une quinzaine de jeunes a suivi un cycle de formation en agroécologie pour développer leurs compétences. Ils ont également mené des campagnes itinérantes de sensibilisation et de promotion de la paix dans les espaces reculés de la commune pour créer du dialogue et rencontrer la population.

Le Niger est un pays peu représenté dans les accords de coopération décentralisée existants en région Centre-Val de Loire. L'exposition apparaît comme un moyen de renforcer les connaissances des habitants de la région sur ce territoire sahélien. La ville a réaffirmé sa volonté de proposer à nouveau l'exposition à l'automne 2023 à Ballan-Miré pour permettre à des publics plus divers comme les scolaires de découvrir le Niger, sa culture multiforme ainsi que les enjeux de paix et de changement climatique auxquels le pays doit faire face.



ZOOM : « LIBÉRER LA PAROLE POUR LA PAIX » AU BURKINA FASO

Rivière, commune de 700 habitants au sud de Chinon a un jumelage depuis 1993 avec la Chefferie de Ouéguédo située dans la commune de Tenkodogo, au Centre-Est du Burkina Faso. Les communes se sont engagées dans le projet « Coopérer en contexte de crise : démarche multi-acteurs pour favoriser les conditions d'une paix durable en faveur des sociétés civiles au Sahel » et ont célébré leurs 30 années de jumelage durant le projet profitant de la venue du Chef de Ouéguédo et du Secrétaire général de la Ville de Tenkodogo.

Rivière a accueilli du 23 novembre au 1er décembre l'exposition « Pour une paix durable au Sahel : l'engagement des collectivités en Centre-Val de Loire » mettant en avant l'histoire de la coopération entre Rivière et Ouéguédo et les actions « Prise de parole autour des problèmes de sociétés » menées auprès des publics adultes qui n'ont pas toujours la possibi-

lité de s'exprimer, ainsi que les actions menées dans le cadre du projet sur la libération de la parole des jeunes dans la commune de Tenkodogo et la chefferie de Ouéguédo.

Ce dernier projet a été appuyé par le groupe burkinabè Afrikan'Da avec des ateliers qui ont formé 488 lycéens et collégiens à l'écriture et à l'élocution de textes sur la cohésion sociale et la paix. Des groupes de parole ont ensuite été constitués dans les établissements scolaires participants. L'action s'est clôturée par un concours entre établissements et a récompensé 2 élèves lauréats qui se sont distingués par des textes forts sur la paix et le vivre-ensemble.



TÉMOIGNAGE

Photos :
Pharmacie
Humanitaire
Internationale
Berry

RENCONTRE AVEC L'ASSOCIATION PHARMACIE HUMANITAIRE INTERNATIONALE BERRY, ENTRE URGENCE ET DÉVELOPPEMENT

> Association Pharmacie Humanitaire Internationale Berry

Article rédigé en collaboration avec Alain Berthon, ancien président de PHI Berry et actuel président de PHI France.

Depuis 2009 et la promulgation de la loi n°2008-337 interdisant la redistribution humanitaire des Médicaments Non Utilisés (MNU), PHI France a créé un Établissement pharmaceutique de distribution de médicaments à destination des plus démunis en France et à l'international. Cet établissement est agréé par l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS).

L'association Pharmacie Humanitaire Internationale (PHI) a été créée au niveau national en 1985. A l'origine de sa création, l'association s'appelait Pharmacie Sans Frontière France (PSFF) mais elle a changé de nom en 2004. L'objectif de l'association est de favoriser l'accès aux soins et aux médicaments des personnes les plus démunies. Elle mène des actions à la fois en France et à l'international. PHI regroupe actuellement 32 associations locales réparties dans 40 départements. L'association locale PHI Berry a été créée en 1986 et intervient sur 3 départements : le Cher, l'Indre et la Nièvre.

De partenariats historiques en Europe à un développement en Afrique de l'Ouest

Dès 1987, l'association PHI a commencé à intervenir en Pologne et fournit aujourd'hui du matériel médical à deux associations proposant des soins à domicile et pour lesquelles les lits, fauteuils roulants ou tout autre objet médicalisé ne sont pas pris en charge par la sécurité sociale. Toujours dans le même secteur, un partenariat s'est ensuite développé entre PHI et 2 villages de Roumanie, situés au niveau de la frontière avec la Moldavie, afin de fournir du matériel médical ainsi que des produits de soin et d'hygiène pour 5 dispensaires, une maison de retraite. Depuis 2016, l'association travaille également en Grèce avec une communauté de communes regroupant 27 villages pour approvisionner là encore des dispensaires, maisons de retraite et un camp de réfugiés.

A partir de 2004, PHI a porté un projet contribuant à l'autonomisation d'un village dans la région du Sud du Mali (projet développé ci-après). L'association a également développé des partenariats au Sénégal (Linkering) et plus récemment en Guinée pour mettre en place un poste de santé à Djifing.

Travailler avec l'Ukraine dans un contexte d'urgence : une adaptation nécessaire

Depuis plusieurs années, l'association locale de PHI Gers était en contact avec professionnels ukrainiens. Dès le début de l'invasion russe en Ukraine en février 2022, PHI France s'est appuyé sur ces liens existants pour lancer un appel national aux dons qui continue de mobiliser les antennes locales de PHI.

Depuis la réquisition des camions par le gouvernement ukrainien, le matériel est acheminé depuis la France jusqu'à Cracovie par des transporteurs de pays de l'Est. Ce sont ensuite les personnels médicaux ukrainiens qui récupèrent le matériel, le répartissent dans des petits véhicules et le transportent jusqu'aux différents hôpitaux.

L'association qui menait à l'origine des projets de développement a su s'adapter et se former afin d'intervenir dans un contexte d'urgence avec l'appui de partenaires locaux de longue date.

La plus-value du travail en réseau

Cette opération d'envergure, coordonnée par PHI France, permet de mobiliser l'ensemble des associations locales du réseau et de mutualiser les moyens à la fois en termes de communication pour réunir des dons mais également de regrouper les moyens matériels et humains. Pour ce projet, c'est d'ailleurs le siège de PHI au niveau national, siège basé à Saint-Amand-Montrond, qui est chargé de la gestion administrative et financière. Pour Alain Berthon, travailler en réseau permet d'accroître considérablement l'efficacité.

Penser l'après-guerre et la reconstruction

Le projet avec l'Ukraine peut être détaillé en trois phases. La première phase de « générosité » qui a consisté à lancer un appel aux dons. Une deuxième phase, actuelle, qui permet de mieux évaluer les demandes des

personnels ukrainiens en termes de matériel médical et de répondre au plus près de leur demande. L'association envoie aujourd'hui un camion par mois pour approvisionner les hôpitaux de Berdichev, Jytomir, Kharkiv ou Odessa en matériel médical et en médicaments. Parallèlement, PHI France a coordonné deux projets d'approvisionnement en matériel médical, de soins, d'urgence à destination des réfugiés ukrainiens en Moldavie et en Pologne notamment à Otwock, ville jumelle de Saint-Amand-Montrond. La troisième phase sur laquelle l'association se projette déjà est la phase de reconstruction. PHI France regroupe actuellement des lits médicalisés dans un entrepôt à Angers afin de pouvoir reconstruire de manière éphémère un hôpital brutalement détruit et rééquiper les hôpitaux à l'issue du conflit.

Contribuer à l'autonomisation de villages dans le sud du Mali



A partir de 2004, l'association a travaillé, pendant une dizaine d'années, conjointement avec un village du Sud du Mali, à 80 km de la ville de Bougouni, pour y construire un dispensaire, une maternité, une école primaire de 6 classes, un collège de 3 classes ainsi que 3 classes dans des endroits plus éloignés pour les enfants entre 5 et 6 ans qui ne peuvent pas se déplacer jusqu'au village. Le projet a aussi par-

ticipé, avec notamment le soutien de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, à la construction de quatre forages d'eau potable et de latrines au sein des écoles. Enfin, une coopérative agricole gérée par les femmes du village a été créée pour réaliser du beurre de karité et exploiter un jardin maraîcher. La coopérative permet de générer un revenu pour financer notamment les infrastructures. Le personnel médical et éducatif était rémunéré par le gouvernement malien.

Ces activités ont contribué à rendre le village autonome et ont été complétées par d'autres actions comme l'équipement de l'école en panneaux solaires afin de pouvoir dispenser des cours du soir pour les villageoises. Ce projet avait vocation à être reconduit dans un village voisin mais il dû être suspendu face à la situation politique actuelle dans le pays.

Afin d'assurer la pérennité des projets dans un pays en crise, l'association travaille, depuis plus de 20 ans, avec l'appui d'un correspondant malien.



TÉMOIGNAGE

DES CITOYENS SOLIDAIRES, SE MOBILISENT POUR LE PEUPLE UKRAINIEN

> Association Solidarité citoyenne franco-ukrainienne

L'association Solidarité citoyenne franco-ukrainienne est créée en 2022 sur l'initiative de Rodion Krotov, jeune réfugié ukrainien à Bourges.

Rodion et ses parents sont arrivés en France en 2015 suite aux dissensions entre séparatistes pro-russes et les autorités ukrainiennes à Marioupol. Au déclenchement de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, son père décide d'aller aider les populations civiles sur le front de la guerre sans aucun matériel. Ainsi, Rodion et ses proches décident de mobiliser les citoyens de la région Centre-Val de Loire afin de collecter du matériel au profit des populations en Ukraine.

L'association Solidarité citoyenne franco-ukrainienne a pour objectif d'apporter une aide humanitaire aux populations en Ukraine et d'accompagner les ressortissants ukrainiens dans leur intégration en France. Elle mène depuis sa création plusieurs actions grâce à une quarantaine de bénévoles. L'association dispose

d'un local mis gracieusement à sa disposition par la ville de Bourges au centre social du Val d'Auron.

Solidarité citoyenne franco-ukrainienne accompagne plusieurs réfugiés ukrainiens dans les démarches administratives et dans la recherche de logement en région Centre-Val de Loire. Deux fois par semaine, l'association organise des cours de français à une dizaine de réfugiés ukrainiens à Bourges au Centre social du Val d'Auron. Ces actions ont pour but de favoriser une bonne intégration de ces réfugiés en région Centre-Val de Loire.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, l'association a envoyé plus de 27 tonnes de matériels pour les populations civiles et militaires en Ukraine. Des appels à dons sont réalisés sur les réseaux sociaux de l'as-



Photos :
Association Solidarité
citoyenne franco-ukrainienne



sociation et dans les médias locaux afin de collecter tout ce qui peut aider les populations en Ukraine et aussi informer les citoyens sur la guerre en Ukraine. Les dons récoltés sont triés par les bénévoles et mis en carton pour être acheminés en Ukraine. Les cartons sont remis à l'hôpital de Marioupol et à deux associations locales. Ces dernières assurent la distribution des cartons dans deux centres d'accueil de réfugiés en fonction des matériels envoyés et des besoins des bénéficiaires.

Dans les cartons, on retrouve du matériel de survie, des produits alimentaires, d'hygiène et au total environ 5 tonnes de matériel médical offert en grande partie par le Centre Hospitalier Jacques Cœur de Bourges. Les citoyens et les entreprises de la région Centre-Val de Loire représentent la majorité des donateurs, sensibles aux difficultés vécues par les populations ukrainiennes depuis le début de cette guerre. Les partenaires en Ukraine assurent la répartition auprès des bénéficiaires et des photos sont toujours envoyées à l'association à chaque réception. En région Centre-Val de Loire, l'as-

sociation Solidarité citoyenne franco-ukrainienne a organisé plusieurs événements autour de la promotion de la culture ukrainienne en partenariat avec d'autres acteurs du territoire : des projections de films à la maison de la culture de Bourges ; la célébration de la fête de Pâques Ukrainienne à Bourges ; la célébration du 31ème anniversaire de l'indépendance de l'Ukraine ; la participation à l'organisation des actions de la quinzaine Syrienne-Ukrainienne organisée par l'association Medina. Ces événements permettent de sensibiliser les habitants de la région Centre-Val de Loire aux réalités vécues par les populations en Ukraine depuis le début de l'invasion russe et permettent de rassembler les centaines de réfugiés accueillis dans le département du Cher et de l'Indre.

Les perspectives d'actions de l'association

Malheureusement, la guerre n'est pas encore terminée, l'association

a encore besoin des dons matériels et financiers pour venir en aide aux populations restées en Ukraine et aux réfugiés accompagnés pour leur intégration en région Centre-Val de Loire. En plus des actions en cours, l'association Solidarité citoyenne franco-ukrainienne veut mettre en place un projet d'accompagnement des enfants orphelins qui se retrouvent actuellement dans les camps de réfugiés en Ukraine.



Solidarité citoyenne franco-ukrainienne accompagne plusieurs réfugiés ukrainiens dans les démarches administratives et dans la recherche de logement en région Centre-Val de Loire.

L'ÉQUIPE DE CENTRAIDER



Céline Leroux
Directrice
 Représentation, développement de partenariat et de projets, relations institutionnelles
 Coopération décentralisée
 Acteurs économiques et Responsabilité sociale des organisations
 Orléans
 direction@centraider.org
 06 31 39 59 22
 Jusqu'au 02/07



Charlotte Bourillon
Chargée de mission
 Mobilité internationale
 Formation des acteurs
 Jeunesse, sport et tourisme solidaire
 Europe
 Engagement à l'international
 Orléans
 charlotte.bourillon@centraider.org
 06 82 84 85 80



Guillaume Guetreau
Chargé de communication
 Communication et réseaux sociaux
 Observatoire
 Orléans
 guillaume.guetreau@centraider.org
 07 68 20 42 67



Laurane Alais
Apprentie Communication
 Veille & site internet
 Réseaux sociaux
 Appui aux événements
 Orléans
 laurane.alais@centraider.org



Elsa Tisné-Versailles
Chargée de mission
 Accompagnement des acteurs et animation de réseau (dept 37, 41)
 Accès aux services essentiels (eau & assainissement, déchets, énergie) et environnement
 Dispositifs 1%
 Tours
 elsa.tisne-versailles@centraider.org
 06 42 59 76 32



Chloé Le Bris
Chargée de mission
 Accompagnement des acteurs et animation de réseau (dept 28, 36)
 Animation du réseau acteurs économiques
 Tours
 chloe.lebris@centraider.org
 Jusqu'au 11/07



Sophie Laly
Responsable administrative et financière
 Gestion administrative et financière
 Identification des acteurs
 Relations au CA & membres
 Vendôme
 sophie.laly@centraider.org
 02 54 80 23 09



Maxime Guizouarn
Chargé de mission
 Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale
 Campagnes citoyennes : FESTISOL, Alimenterre
 Animation de territoire ECSI
 Vendôme
 maxime.guizouarn@centraider.org



Aratim Kpartiou-Ichasse
Chargé de mission
 Accompagnement des acteurs et animation de réseau (dept 45, 18)
 Appel à projets & coordination RECITAL
 Relations avec les Organisations de Solidarité Internationale issues l'immigration
 Agriculture & développement durable
 Bourges
 aratim.kpartiou-ichasse@centraider.org
 06 31 38 93 75



LES
RRMA
 EN
ACTION
 LES RÉSEAUX RÉGIONAUX
 MULTI-ACTEURS DE LA COOPÉRATION ET DE LA
 SOLIDARITÉ INTERNATIONALES

CENTRAIDER
Siège
 140 Faubourg Chartrain
 41100 Vendôme
 tél.: 02 54 80 23 09

CENTRAIDER
Antenne de Tours
 20 rue de Montbazou
 37000 Tours
 tél.: 02 47 34 99 47

CENTRAIDER
Antenne d'Orléans
 48 rue du Bourdon Blanc
 45000 Orléans
 tél.: 02 38 15 66 59

CENTRAIDER
Antenne de Bourges
 3 rue du Moulon
 18000 Bourges
 tél.: 02 54 80 23 09

www.centraider.org





LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CENTRAIDER

19 BÉNÉVOLES MOBILISÉS POUR LE RÉSEAU



Renaud Mettre
Président
Collège associations



Tony Ben Lahoucine
Président d'honneur
Collège réseaux départementaux



Bertrand Sajaloli
Vice-président
Collège institutions régionales



Issouf Eli Moussami
Vice-président
Collège organisation de Solidarité Internationale issue de l'Immigration (OSIM)



Pascal Meyer
Vice-président
Collège réseaux départementaux



Denis Rasle
Secrétaire
Collège comités de jumelages



Gabriel Rousseau
Secrétaire
Collège réseaux départementaux



Jean-Claude Lézier
Collège associations



Joël Dine
Collège associations



Jean-Luc Guéry
Collège associations



Jean-François Fillaut
Collège acteurs économiques



Mamadou Diarra
Conseiller municipal de Saint-Jean-de-la-Ruelle;
Collège collectivités locales et leur regroupement



Théodore Toulougoussou
Collège OSIM



Laurence Bellais
Collège collectivités locales



Bruno Demeurant
Collège associations



Guy Chèvreau
Collège associations



Cédric Marmuse
Collège collectivités locales

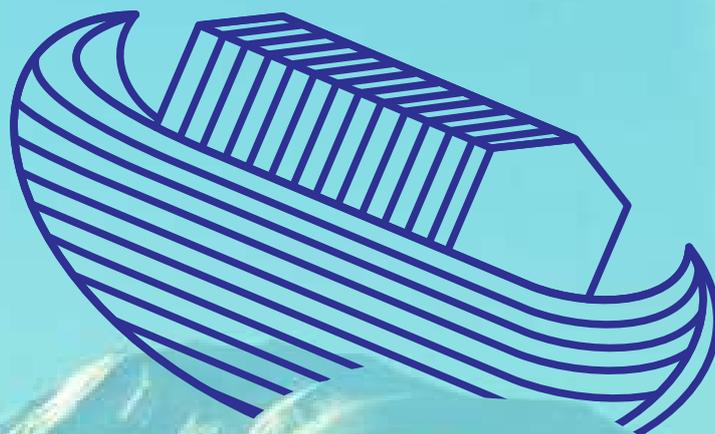


Constance Bonduelle
Collège collectivités locales



Jean-Charles Nony
Collège associations

Spectacles
Conférences
Expositions
Concerts
Films



LES 40 ANS

de L'Union
des Arméniens
du Centre

Du 30 Septembre au 15 Octobre 2023



Facebook: [uniondesarmeniensducentre](https://www.facebook.com/uniondesarmeniensducentre)

www.armeniensducentre.fr